

INSTRUCTION N° 60-126 - B 3
du 28 Juillet 1960

CLASSEMENT

B 3

18 AVR. 1973

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n°	60	198	B 3	du	19	12	60
n°	63	105	B 3	du	18	7	63
n°	64	33	B 3	du	27	2	64
n°	64	63	B 3	du	25	5	64
n°	66	27	B 3	du	1	3	66

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n°				du			
----	--	--	--	----	--	--	--

BIBLIOTHEQUE

APPLICATION DE L'ARTICLE 11 DE LA LOI N° 56-782
DU 4 AOUT 1956
PREVOYANT LA GARANTIE DES PENSIONS
DES ANCIENS FONCTIONNAIRES FRANÇAIS DE TUNISIE
ET DU MAROC

DOCUMENTS A ANNOTER

Note de service n° 59-290-B 3 du 21 septembre 1959.
Note de service n° 60-186-B 3 du 13 juin 1960.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGS	PGS	TPG	DOM	RF	P
TGA	PGM	TGT	RFA	TOM	CLV
PY	CY	PGA	ACD	PA	

DIFFUSION
P
16

SOMMAIRE

	Paragrap hes.	Pages.
Généralités	1	7
 CHAPITRE I. — Conditions d'attribution de la pension garantie.		
SECTION I. — <i>Champ d'application de la garantie instituée par l'article 11 de la loi du 4 août 1956.....</i>	5	8
SECTION II. — <i>Montant de la pension garantie.....</i>		9
§ I. — <i>Bases de liquidation.....</i>	8	9
§ II. — <i>Montant des arrérages à servir au titre de la garantie</i>	12	10
SECTION III. — <i>Règles particulières de garantie applicables à la pension complémentaire servie accessoirement aux pensions civiles chérifiennes ainsi qu'à la prime de remplacement de l'indemnité de fin de services.....</i>	16	10
 CHAPITRE II. — Contexture des brevets d'inscription, carnets de quittances et fiches mobiles destinés à assurer le paiement des pensions garanties concédées en application de l'article 11 de la loi du 4 août 1956.....		
§ I. — <i>Mentions apposées sur les brevets d'inscription et les fiches mobiles des pensions garanties.....</i>	21	12
§ II. — <i>Numérotage des pensions et accessoires de pensions concédées en application de l'article 11 de la loi du 4 août 1956.....</i>	22	12
§ III. — <i>Dates d'échéances des pensions garanties.....</i>	23	13
 CHAPITRE III. — Paiement des pensions concédées en application du régime de garantie prévu par l'article 11 de la loi du 4 août 1956.....		
SECTION I. — <i>Rôle du Comptable supérieur assignataire.....</i>	25	14
§ I. — <i>Pensions concédées au titre de la garantie des pensions constituées auprès de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens.</i>		14
A. — <i>Opérations préalables à la mise en paiement.....</i>	26	14
B. — <i>Mise en paiement des arrérages trimestriels dus au titre de la pension garantie.....</i>	29	15

	Paragraphe.	Pages.
C. — Détermination du rappel d'arrérages dû au titre de la pension garantie.....	31	15
Remarque I	36	16
Remarque II	37	16
Remarque III	39	16
Exemple		17
D. — Modification du montant de la pension garantie par suite de relèvement du traitement indiciaire de l'emploi et assimilation.....	41	18
§ II. — Pensions concédées au titre de la garantie des pensions constituées auprès de la Caisse marocaine des retraités.....	42	19
A. — Opérations préalables à la mise en paiement.....	43	19
B. — Mise en paiement des arrérages trimestriels dus au titre de la pension garantie.....		20
1° Détermination du montant de la suspension à pratiquer sur les arrérages de la pension garantie	45	20
Exemple		20
2° Annotation des fiches mobiles.....	49	21
3° Décompte des arrérages dus au titre de la pension garantie.....	51	21
C. — Détermination du rappel d'arrérages dû au titre de la pension garantie.....	55	22
SECTION II. — <i>Rôle du comptable payeur</i>		22
§ I. — Opérations préalables à la mise en paiement de la pension garantie par le Comptable supérieur assignataire		22
1° Bénéficiaires de pensions de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens	59	22
2° Bénéficiaires de pensions de la Caisse marocaine des retraites.....	61	23
§ II. — Remise des titres de paiement au pensionné et paiement des arrérages de la pension garantie..	63	23
Remarque	66	24
CHAPITRE IV. — Dispositions diverses		25
§ I. — Cotisations de sécurité sociale à précompter sur les arrérages des pensions garanties.....	68	25
§ II. — Régime des accessoires pour enfants rattachés aux pensions garanties.....	72	26

	Paragraphes.	Pages.
§ III. — Régime de garantie de la pension complémentaire et de la prime de remplacement servis par l'Etat chérifien.....	75	26
§ IV. — Cas particulier de refus de concession par les autorités locales de l'un des avantages de retraite garantis.....	78	27
§ V. — Conditions d'application de l'article 7 du décret du 22 février 1958 pour le paiement sur la base d'un minimum garanti des pensions concédées en application de la loi du 4 août 1956	81	27
§ VI. — Imputation des dépenses résultant du paiement des pensions garanties concédées en application de la loi du 4 août 1956.....	84	28
§ VII. — Pensions garanties payables dans les départements et centres régionaux où fonctionne le système de paiement sur bordereau-liste.....	86	28
§ VIII. — Réglementation applicable en matière de révision, prescription, cumul, saisissabilité.....	88	29

- 1** La loi n° 56-782 du 4 août 1956 (1) relative aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc et de Tunisie stipule, dans son article 11, que l'Etat apporte sa garantie, sur la base des réglementations marocaine et tunisienne en vigueur respectivement aux dates des 9 août 1956 et 19 août 1955, aux diverses prestations attribuées par la Caisse marocaine des retraites et la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens.
- 2** Le décret n° 58-185 du 22 février 1958 (2), dont le texte est publié en annexe n° 1 à la présente instruction, a défini les règles de fonctionnement du régime de garantie ainsi institué en ce qui concerne les pensions, rentes viagères, indemnités de fin de services ou primes de remplacement constituées auprès des organismes susvisés par les personnels en activité ou en retraite. Il résulte de ce texte que cette garantie est accordée, sauf en ce qui concerne l'indemnité de fin de services, sous la forme d'une pension sur le Trésor Public liquidée, concédée et payée comme une pension du Code des pensions civiles et militaires de retraite. Les arrérages ne doivent, toutefois, en être servis que pour la fraction excédant le montant des sommes, exprimées ou traduites en francs français, qui sont effectivement payées par les organismes de retraite locaux. Si la pension d'origine est totalement supprimée, la pension garantie est payée pour son intégralité.
- 3** La présente insertion a pour objet :

 - d'une part, de porter à la connaissance des comptables les conditions d'attribution, au regard des dispositions des textes susvisés, des pensions concédées au titre de la garantie des pensions constituées auprès de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens et de la Caisse marocaine des retraites ;
 - d'autre part, de fixer les règles selon lesquelles doivent être mis en paiement et servis aux bénéficiaires les arrérages de ces pensions.
- 4** Les dispositions de cette instruction ne sont pas applicables, pour l'instant, aux pensions des anciens ouvriers français tributaires de la « Caisse de retraites des ouvriers de l'Etat tunisien (C. R. O. E. T.) », dont le paiement doit continuer d'être assuré dans les conditions prévues par la note de service n° 60-204-B 3 du 27 juin 1960, ni aux pensions des agents retraités de la « Société internationale de régie coïntéressée des tabacs au Maroc » qui feront l'objet d'instructions ultérieures.

(1) Journal officiel du 7 août 1956, page 7537.

(2) Journal officiel du 23 février 1958, page 1956.

CHAPITRE I

CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE LA PENSION GARANTIE

**SECTION I. — CHAMP D'APPLICATION DE LA GARANTIE
INSTITUEE PAR L'ARTICLE 11 DE LA LOI DU 4 AOUT 1956**

- 5** Conformément au principe posé par l'article 11 de la loi du 4 août 1956, la pension liquidée en application du décret du 22 février 1958 tend essentiellement à garantir aux anciens fonctionnaires et agents français des cadres locaux le maintien des avantages de retraite légitimement acquis au titre du régime de retraite auquel ils étaient soumis. Cette garantie s'applique aux prestations suivantes :
- 1° Pensions constituées auprès de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens ;
 - 2° Pensions constituées auprès de la Caisse marocaine de retraites ; cet organisme sert deux prestations de nature distincte :
 - a) Une pension principale concédée en application du dahir du 1^{er} mars 1930 tel qu'il a été modifié et complété, notamment par le dahir du 12 mai 1950, et qui rémunère l'ensemble de la carrière accomplie par l'agent tant au Maroc que dans l'une des collectivités participant au système des pensions à parts contributives prévu par l'article L 72 du Code des pensions civiles et militaires de retraite ;
 - b) Une pension complémentaire allouée, sous certaines conditions de résidence, conformément aux dispositions du dahir du 3 mars 1930, tel qu'il a été modifié et complété, aux anciens fonctionnaires français des cadres chérifiens titulaires de la pension principale visée ci-dessus ;
 - 3° Accessoires de pensions directement rattachés à la pension principale en vertu du régime de retraite local ; il en est ainsi, notamment, des majorations attribuées aux agents qui ont élevé au moins trois enfants jusqu'à l'âge de seize ans ainsi que des prestations ayant le caractère d'allocations ou d'indemnités pour charges de famille ;
 - 4° Prime de remplacement de l'indemnité de fin de services accordée aux anciens fonctionnaires retraités des cadres français pour les services qu'ils ont accomplis dans un emploi de détachement au Maroc, en vertu de l'arrêté viziriel du 10 novembre 1951 et du règlement annexe dont les modalités d'application ont été fixées par la circulaire du Directeur des Finances du Maroc du 29 avril 1952.
- 6** En revanche, la garantie n'est pas applicable aux allocations exceptionnelles de la Régence de Tunis, instituées par décret beylical du 25 mai 1930, modifié par le décret du 23 mars 1932 et dont, à la suite de la mesure prise par les autorités tunisiennes de ne plus accepter les dépenses correspondant au paiement de ces allocations au profit de bénéficiaires de nationalité française, il a été prescrit de suspendre le paiement à compter du 1^{er} juillet 1960 (1).
- 7** Le bénéfice de la garantie de l'Etat est accordé à tous les fonctionnaires ou à leurs ayants cause titulaires, à la date du 9 août 1956, d'une pension de l'un des régimes précités ainsi qu'à ceux dont la pension portant jouissance antérieurement au 9 août 1956 serait concédée postérieurement à cette date.

La garantie est également accordée aux agents remplissant au moment de leur radiation des cadres locaux les conditions requises pour bénéficier de l'un des avantages de retraite garantis mais qui n'auraient pas pu en obtenir la concession de la part des autorités locales.

(1) Cf. note de service n° 60-204 - B 3 du 27 juin 1960, paragraphes 16 à 19.

SECTION II. — MONTANT DE LA PENSION GARANTIE

§ I. — Bases de liquidation.

8 Le montant de la pension garantie susceptible d'être attribuée en application de l'article 11 de la loi du 4 août 1956 au profit des anciens fonctionnaires et agents français tributaires de la Caisse marocaine de retraites ou de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens est fixé, suivant l'option exercée par l'intéressé dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle n° 443 FP-F1.36 du 9 juillet 1959 annexée à la note de service n° 59-290 - B 3 du 21 septembre 1959, compte tenu de l'évolution :

- soit des éléments locaux de rémunération ;
- soit de la rémunération afférente à un emploi métropolitain d'assimilation (1).

9 Dans l'hypothèse, tout à fait improbable en raison de l'évolution respective des rémunérations tunisiennes et marocaines et des rémunérations françaises depuis le 9 août 1956, d'une option pour la pension garantie sur la base des éléments locaux de rémunération, l'indice de traitement local en vigueur au 9 août 1956 sur la base duquel la pension a été concédée est fixé d'une manière définitive et ne pourra plus subir de modifications quelle que soit l'évolution ultérieure de la hiérarchie locale à laquelle appartenait l'intéressé. Le montant de la pension ne pourra varier qu'en fonction de l'évolution des traitements locaux correspondant à l'indice retenu (2).

10 Si l'option s'est exercée en faveur d'une pension garantie compte tenu de l'évolution de la rémunération afférente à un emploi métropolitain d'assimilation, il a été admis que cette pension pourrait être révisée en cas de modification de l'indice attribué à l'échelon de l'emploi d'assimilation, à condition toutefois que ce rajustement indiciaire ne soit pas la conséquence d'une modification de la hiérarchie ou des dispositions statutaires la concernant. Cette assimilation qui est opérée à la date du 9 août 1956, compte tenu du classement hiérarchique des grades et emplois de l'Etat en vigueur à cette date, revêt donc un caractère à peu près définitif et les fonctionnaires qui ont opté pour la pension garantie liquidée sur ces bases ne seront, dans la pratique, appelés à bénéficier, *aux mêmes dates et dans les mêmes conditions que leurs homologues métropolitains titulaires d'une pension concédée au titre du Code des pensions civiles et militaires de retraite*, que des modifications affectant le traitement métropolitain afférent à l'indice retenu pour le calcul de la pension garantie dont ils sont titulaires.

11 D'autre part, l'article 7 du décret du 22 février 1958 a prévu une garantie forfaitaire au profit des agents ayant opté pour la pension garantie compte tenu de l'évolution de la rémunération afférente à un emploi métropolitain d'assimilation. Quel que soit l'indice retenu dans la liquidation de cette pension, le montant global des émoluments de retraite servis en application du décret du 22 février 1958 ne peut être inférieur aux sommes perçues ou qui auraient été perçues à la date du 9 août 1956 de la part des organismes de retraite locaux, majorées en ce qui concerne les retraités de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens, des sommes versées par l'Etat au titre de la caution.

(1) Une lettre-commune n° 996-F1/43 du 4 septembre 1959 adressée sous le timbre commun de la Direction de la Dette Publique et de la Direction du Budget par le Ministre aux Ministres et Secrétaires d'Etat a donné aux administrations liquidatrices toutes indications utiles sur la portée et les modalités pratiques d'application du régime de garantie.

(2) Il est signalé qu'aucune modification du montant des rémunérations indiciaires servant de base au calcul des pensions de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens et de la Caisse marocaine des retraites n'est intervenue :
— depuis le 1^{er} janvier 1955, en ce qui concerne les fonctionnaires et agents relevant de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens ;
— depuis le 1^{er} juillet 1956 en ce qui concerne les fonctionnaires et agents tributaires de la Caisse marocaine des retraites.

§ II. — **Montant des arrérages à servir au titre de la garantie.**

- 12 Aux termes du dernier alinéa de l'article 8 du décret du 22 février 1958 « *la pension garantie est mise en paiement par le Trésor pour la fraction de son montant excédant le montant de la pension concédée par la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens ou la Caisse marocaine des retraites* ».

Il en résulte que la pension garantie, liquidée dans les conditions indiquées au § I ci-dessus, n'est payable pour son montant intégral résultant du produit de la liquidation que dans l'hypothèse d'une défaillance de l'organisme de retraite débiteur de la pension locale.

- 13 C'est le cas actuellement pour les pensions concédées en garantie des prestations de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens dont le Gouvernement tunisien a décidé de suspendre le paiement à compter du 1^{er} avril 1959 et qui, depuis cette date, ont été prises en charge par l'Etat français, à titre d'avances sur pension garantie (1).

La pension garantie se substitue intégralement à la pension de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens qui cesse d'être payée. La mise en paiement en est effectuée, dans les conditions indiquées au Chapitre III ci-après, sous déduction des arrérages servis depuis le 9 août 1956 au titre de la pension de la Société de prévoyance ainsi que des acomptes et de la caution qui ont pu être alloués par l'Ambassade de France à Tunis.

- 14 La situation est différente en ce qui concerne les pensions de la Caisse marocaine des retraites dont cet organisme n'a pas cessé d'assumer la charge et qui doivent, en conséquence, continuer d'être payées. La pension garantie concédée par l'Etat vient alors se juxtaposer à la pension locale et son montant est réduit, par voie de suspension pratiquée par le comptable, des sommes exprimées ou traduites en francs français qui sont effectivement payées par la Caisse marocaine des retraites. Ce n'est que dans le cas où la pension d'origine serait totalement supprimée que la pension garantie serait servie pour son intégralité.

- 15 Afin de faciliter la comparaison des montants de ces deux pensions (pension garantie et pension locale marocaine), les bénéficiaires seront invités, chaque fois que cela sera possible, à solliciter le paiement de la pension garantie à la caisse du comptable chargé du paiement de la pension locale. A défaut, des dispositions doivent être prises pour que le comptable assignataire de la pension garantie soit tenu au courant des modifications qui pourraient intervenir dans le montant de la pension locale payée par un autre comptable.

Ces dispositions, dont la stricte application doit permettre d'éviter tout paiement indû, sont précisées aux paragraphes 50 et 67 ci-après.

SECTION III. — REGLES PARTICULIERES DE GARANTIE APPLICABLES
A LA PENSION COMPLEMENTAIRE SERVIE ACCESSOIREMENT
AUX PENSIONS CIVILES CHERIFIENNES AINSI QU'A LA PRIME
DE REMPLACEMENT DE L'INDEMNITE DE FIN DE SERVICES

- 16 La pension complémentaire dont bénéficient certains retraités de la Caisse marocaine de retraites et la prime de remplacement de l'indemnité de fin de services attribuée aux agents retraités des cadres français pour les services qu'ils ont accomplis au Maroc en position de détachement s'analysent en une rente de l'Etat chérifien, réversible dans des conditions déterminées et qui s'expriment par un pourcentage de la pension chérifienne de base ou du traitement afférent au dernier emploi de détachement. Pour les agents ayant accompli toute leur carrière au

(1) Cf. note de service n° 59-113-B 3 du 25 mars 1959.

Maroc, le taux maximum de la pension complémentaire est égal à 33 % de la pension principale et celui de la prime de remplacement à 26,4 % du dernier traitement indiciaire. Ces pourcentages sont fixés à un taux inférieur lorsque les prestations dont il s'agit ne rémunèrent qu'une partie de la carrière des intéressés.

17 La pension complémentaire ou la prime de remplacement liquidées conformément aux dispositions du dahir du 3 mars 1930 ou de l'arrêté viziriel du 10 novembre 1951 ne sont accordées qu'aux fonctionnaires des cadres locaux ou aux agents détachés qui souscrivent une déclaration par laquelle ils s'engagent à résider dix ans au Maroc à compter de leur date de mise à la retraite. Si le fonctionnaire retraité vient à décéder avant l'expiration de ce délai de dix ans, les mêmes conditions de séjour sont imposées à la veuve ou aux orphelins qui sollicitent la réversion de ce complément de retraite jusqu'à ce que cet engagement décennal de résidence au Maroc soit entièrement satisfait. Il en résulte que la pension complémentaire ou la prime de remplacement ne sont définitivement acquises et payables sans condition de résidence qu'après l'expiration du délai de dix ans. Une dérogation a toutefois été admise par le dahir du 4 décembre 1954 en faveur des fonctionnaires titulaires de la pension complémentaire âgés de 70 ans ou plus.

18 Suivant que le retraité aura opté en faveur d'une pension calculée compte tenu de l'évolution des éléments locaux de rémunération ou, au contraire — et ce sera le cas le plus général — pour une pension garantie compte tenu de l'évolution de la rémunération afférente à un emploi métropolitain d'assimilation, la pension complémentaire sur le Trésor français sera :

- ou exprimée par un pourcentage de la pension de base garantie compte tenu de l'évolution des éléments locaux de rémunération et son montant variera ainsi dans le même sens et dans les mêmes proportions que la pension de base à laquelle la pension complémentaire est directement rattachée ;
- ou fixée d'une manière définitive au montant servi à la date du 9 août 1956 au titre de ce supplément de pension par la Caisse marocaine de retraite.

19 En ce qui concerne la prime de remplacement de l'indemnité de fin de services, elle est garantie sur la base de son montant au 9 août 1956.

20 La charge de ces prestations est actuellement assumée par la Caisse marocaine de retraites et ce n'est qu'en cas de défaillance de celle-ci se traduisant :

- soit par un refus de concession injustifié ;
- soit par une suspension générale des paiements ;
- soit par une suspension du paiement à l'égard de tel ou tel bénéficiaire,

que serait appelée à jouer la garantie de l'Etat. Il serait alors procédé, en vue du paiement de ces prestations supplémentaires au titre de la garantie prévue par les articles 5 et 9 du décret du 22 février 1958, à l'émission d'un titre spécial distinct de celui de la pension principale garantie à laquelle se rattachent ces prestations supplémentaires.

CHAPITRE II

**CONTEXTURE DES BREVETS D'INSCRIPTION, CARNETS DE QUITTANCES
ET FICHES MOBILES
DESTINES A ASSURER LE PAIEMENT DES PENSIONS GARANTIES
CONCEDEES EN APPLICATION
DE L'ARTICLE 11 DE LA LOI DU 4 AOUT 1956**

- 21** Les brevets d'inscription, carnets de quittances et fiches mobiles destinés à assurer le paiement des pensions garanties concédées aux anciens fonctionnaires français du Maroc et de Tunisie en application de l'article 11 de la loi du 4 août 1956 et du décret du 22 février 1958 sont identiques à ceux qui sont utilisés pour le paiement des pensions du Code des pensions civiles et militaires de retraite dont la description a fait l'objet de la circulaire n° 614 du 18 juin 1948 (1), modifiée ou complétée par les circulaires n° 834 du 30 mai 1950 (2) et n° 884 du 24 octobre 1950 (3).

Il est précisé à cet égard que le système de concession mécanographique sur livrets du modèle prévu par l'instruction n° 60-62-B 3 du 31 mars 1960 sera progressivement appliqué aux pensions de l'espèce en commençant par celles des Postes et Télécommunications. Les imprimés utilisés dans ce cas seront adaptés pour tenir compte des règles particulières applicables aux pensions garanties, étant entendu que les mentions qui font l'objet du paragraphe 22 ci-après seront portées sur les titres de paiement. Une notice destinée au pensionné sera jointe à chaque titre de paiement.

**§ I. — Mentions apposées sur les brevets d'inscription et les fiches mobiles
des pensions garanties.**

- 22** A la première page du brevet d'inscription au-dessous du cartouche à l'effigie de la République est apposé le cachet « Garantie de l'Etat accordée en vertu de la loi n° 56-782 du 4 août 1956, article 11 » complété par la mention « Pension garantie compte tenu de l'évolution de la rémunération afférente à un emploi métropolitain d'assimilation » (4).

Sur la deuxième page, à l'emplacement réservé à l'indication des textes en application desquels la liquidation de la pension est effectuée, figure la mention :

« Loi n° 56-782 du 4 août 1956, article 11, § a ;
« Décret n° 58-185 du 22 février 1958 ».

Un cachet apposé à la troisième page indique que la mise en paiement doit être effectuée « *sauf déduction des sommes perçues depuis la date de l'entrée en jouissance de la présente pension sur la pension n° concédée par la Caisse marocaine des retraites (ou par la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens) à titre (de caution et) d'acompte sur la garantie de l'Etat* ».

Ces mêmes mentions sont reproduites sur les fiches mobiles A et B.

(1) *Bulletin des Services du Trésor* n° 61 G du 29 juin 1948.

(2) *Bulletin des Services du Trésor* n° 31 G du 3 juin 1950.

(3) Chapitre II, pages 607 et suivantes du *Bulletin des Services du Trésor* n° 75 G du 10 novembre 1950.

(4) Il n'est fait état dans la présente instruction que des règles applicables aux pensions garanties compte tenu de l'évolution afférente à un emploi métropolitain d'assimilation.

Si certaines pensions étaient concédées sur la base d'une garantie tenant compte de l'évolution des éléments locaux de rémunération, des instructions particulières devraient être demandées à la Direction (Bureau C 4) par les comptables supérieurs assignataires pour la mise en paiement de ces pensions.

§ II. — Numérotage des pensions et accessoires de pensions concédées en application de l'article 11 de la loi du 4 août 1956.

- 23** Le système de numérotation des pensions et de leurs accessoires concédés en application de l'article 11 de la loi du 4 août 1956 est identique à celui retenu pour les pensions civiles et militaires de retraite.

Le numéro d'inscription proprement dit, précédé de l'indicatif « B » et du millésime de l'année au cours de laquelle intervient la concession, est extrait de la même série de numéros que celle qui est affectée aux différentes administrations liquidatrices pour la numérotation des pensions du Code des pensions civiles et militaires de retraite (1).

§ III. — Dates d'échéances des pensions garanties.

- 24** Les échéances des pensions garanties concédées en application de l'article 11 de la loi du 4 août 1956 sont celles qui ont été prévues pour les pensions de même nature du Code des pensions civiles et militaires de retraite attribuées aux retraités de l'administration métropolitaine dont dépendent les fonctionnaires français de Tunisie et du Maroc.

Ces échéances sont donc fixées aux 6 et 9 janvier, avril, juillet et octobre de chaque année en ce qui concerne les pensions des fonctionnaires et de leurs ayants cause rattachés à l'administration civile et aux 6 et 9 mars, juin, septembre, décembre de chaque année en ce qui concerne les fonctionnaires et leurs ayants cause rattachés à l'administration des Postes et Télécommunications.

Les échéances des allocations pour enfants, payables mensuellement, sont fixées au 1^{er} de chaque mois.

(1) La lettre « G » figurant après le numéro de l'arrêté interministériel de concession et de l'indicatif spécial du Ministère liquidateur sur le brevet et les fiches de paiement permet de distinguer les pensions garanties des autres pensions de retraite.

CHAPITRE III

PAIEMENT DES PENSIONS
CONCEDEES EN APPLICATION DU REGIME DE GARANTIE
PREVU PAR L'ARTICLE 11 DE LA LOI DU 4 AOUT 1956

- 25 Sous réserve de certaines particularités qui sont exposées ci-après, les conditions dans lesquelles sont déterminés et payés les arrérages dus au titre des pensions garanties sont identiques à celles fixées pour le règlement des pensions civiles et militaires de retraite. Les rôles respectifs du Comptable supérieur assignataire et du Comptable payeur sont précisés aux Sections I et II du présent chapitre.

SECTION I. — ROLE DU COMPTABLE SUPERIEUR ASSIGNATAIRE

§ I. — Pensions concédées au titre de la garantie des pensions constituée auprès de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens.

A. — OPÉRATIONS PRÉALABLES A LA MISE EN PAIEMENT

- 26 Dès réception de chaque envoi de titres de paiement de pensions concédées au titre de la garantie des pensions constituées auprès de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens, il appartient au Comptable supérieur assignataire de faire procéder *dans des conditions analogues à celles qui ont été prévues par la circulaire n° 1517 du 14 mai 1955 (1)* au retrait du livret de pension de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens dont le numéro est mentionné sur les titres de paiement de la pension garantie et dont les arrérages ont continué d'être servis conformément aux dispositions de la note de service n° 59-113 - B 3 du 25 mars 1959.
- A cette occasion, l'attention du Comptable payeur devra être attirée sur le fait qu'il lui appartient de procéder au paiement des arrérages échus sur la pension de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens avant l'envoi du livret correspondant à la Trésorerie Générale.
- 27 Dans le cas où le Comptable supérieur assignataire de la pension garantie ne détiendrait pas la fiche provisoire tenant lieu de fiche B de la pension de la Société de prévoyance, établie conformément aux dispositions qui ont fait l'objet de la subdivision 2° de la note de service n° 59-113 - B 3 du 25 mars 1959, les imprimés de convocation modèle C. 1179 et de déclaration relative au cumul modèle C. 1216 P seront adressés au Trésorier Payeur Général du département du domicile de l'intéressé, détenteur présumé de la fiche provisoire, pour être transmis au Comptable de ce département qui payait les arrérages de la pension.
- 28 Simultanément, le Comptable supérieur assignataire de la pension garantie devra signaler aux services de l'Ambassade de France à Tunis la concession de cette pension. Il demandera que lui soit adressé le relevé du montant des acomptes et de la caution qui ont pu être mandatés au profit de l'intéressé et qui doivent être déduits du rappel d'arrérages dû au titre de la pension garantie. Il demandera également que toutes dispositions soient prises pour que cesse le mandatement de ces avantages. Il adressera, à cet effet, une lettre conforme au modèle figurant en annexe n° 2 à la présente instruction qui sera transmise par l'intermédiaire du Trésorier Général de France en Tunisie (2).

(1) *Bulletin des Services du Trésor* n° 50 G de 1955.

(2) 9, rue du 18-Janvier-1952, à Tunis.

**B. — MISE EN PAIEMENT DES ARRÉRAGES TRIMESTRIELS DUS
AU TITRE DE LA PENSION GARANTIE**

- 29** Dès réception des documents transmis par le Comptable payeur (déclaration relative au cumul, livret et fiche de paiement de la pension de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens) *et sans attendre que lui parvienne des services de l'Ambassade de France à Tunis le relevé du montant des acomptes et de la caution mandatés au profit de l'intéressé*, le Comptable supérieur assignataire de la pension garantie fait procéder au décompte des arrérages dus, au titre du trimestre courant de cette pension, depuis la dernière échéance payée sur le livret de pension de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens. Il adresse ensuite au Comptable les titres de paiement correspondants dûment annotés de la somme à payer au titre du trimestre courant et des échéances ultérieures, en lui signalant que le rappel d'arrérages éventuellement dû pour la période courue de la date de jouissance initiale de la pension garantie à la veille de la dernière échéance payée sur la pension de la Société de prévoyance fera l'objet d'un règlement ultérieur.
- 30** Après annulation, dans les conditions habituelles, des coupons et des cases d'émargement, le livret et la fiche mobile de paiement de la pension de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens font l'objet d'un classement provisoire dans les archives du Comptable supérieur assignataire.

**C. — DÉTERMINATION DU RAPPEL D'ARRÉRAGES DÛ AU TITRE
DE LA PENSION GARANTIE**

- 31** Dès que lui sera parvenu le relevé, établi par les services de l'Ambassade de France à Tunis, du montant des acomptes et de la caution mandatés au profit de l'intéressé, le Comptable supérieur assignataire procède à la liquidation du rappel d'arrérages dû au titre de la pension garantie.
- Il établit, à cet effet, une feuille de décompte en double exemplaire en vue de déterminer :
- 32** — *au crédit*, le montant, exprimé en nouveaux francs, des sommes dues sur la pension à mettre en paiement depuis la date de jouissance initiale jusqu'à la veille de la date d'échéance du dernier terme payé sur la pension de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens, compte tenu des taux successivement applicables déterminés — sous réserve, le cas échéant, de l'application des dispositions de l'article 7 du décret du 22 février 1958 [cf. paragraphes 11 et 81 à 83 de la présente instruction (1)] — en fonction de l'indice et du pourcentage de liquidation de la pension garantie ;
- 33** — *au débit*, le montant, exprimé ou traduit en nouveaux francs métropolitains, des sommes payées depuis la date d'entrée en jouissance de la pension garantie, sur la pension de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens et au titre des acomptes et de la caution mandatés par l'Ambassade de France à Tunis.
- 34** La différence entre les montants du « crédit » et du « débit » de la feuille de décompte constitue le rappel brut, exprimé en nouveaux francs métropolitains, des arrérages dus au titre de la garantie de pension instituée par l'article 11 de la loi du 4 août 1956. De ce rappel, il convient de déduire la cotisation de sécurité sociale dont le montant sera déterminé pour les périodes au cours desquelles la pension de la société de prévoyance à laquelle se substitue la pension garantie a été payée sur le territoire métropolitain, dans les conditions indiquées au paragraphe 68 ci-après (2).

(1) Chapitre IV, § V.

(2) Chapitre IV, § I.

INSTRUCTION
N° 60-126 - B 3
du
28 juillet 1960.

35 Les résultats de cette liquidation sont transcrits dans la case correspondante de la fiche mobile B et l'un des exemplaires de la feuille de décompte est adressé par le comptable supérieur assignataire au comptable payeur à l'appui d'une note lui prescrivant :

- de convoquer le pensionné pour lui régler le rappel d'arrérages résultant de la liquidation effectuée,
- de reporter les résultats de cette liquidation dans la case d'émargement correspondante de la fiche mobile A et, au moment du paiement, sur la souche et le coupon du carnet de quittances, prévus pour le règlement du rappel d'arrérages.

36 *Remarque I.* — Le montant des acomptes et de la caution mandatés au profit de l'intéressé figure sur le relevé établi par l'Ambassade de France à Tunis. Ce montant est exprimé en francs métropolitains.

37 *Remarque II.* — Les pensions de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens sont libellées en monnaie tunisienne, c'est-à-dire en francs tunisiens si la pension a été concédée avant le 1^{er} novembre 1958 et en dinars si la pension a été concédée après le 30 octobre 1958, le dinar valant 1.000 anciens francs tunisiens.

38 Le montant des arrérages de la pension de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens qui doit être porté au débit de la feuille de décompte établie pour la mise en paiement de la pension garantie, sera déterminé au vu du livret et de la fiche mobile dont la souche des coupons et les cases d'émargement ont dû être annotées, à chaque échéance lorsque le paiement a eu lieu en France, du montant des arrérages payés, pour la contre-valeur en francs métropolitains des sommes dues en monnaie locale, compte tenu du taux de change applicable à la date du règlement (1).

Lorsque la pension a été payée en Tunisie, c'est le montant en francs tunisiens puis en dinars qui est porté sur les souches des coupons et dans les cases d'émargement des fiches mobiles. C'est ce montant converti en francs métropolitains à la parité entre le franc métropolitain et le franc tunisien ou le dinar à la date du paiement, qui doit être porté au débit de la feuille de décompte liquidant les premiers arrérages de la pension garantie.

39 *Remarque III.* — Certains livrets de pension de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens ayant été renouvelés par l'administration tunisienne postérieurement au 9 août 1956, les comptables supérieurs pourront éprouver des difficultés pour déterminer le montant des sommes payées aux échéances antérieures au renouvellement du livret et devant constituer le « débit » de la liquidation de la pension garantie.

40 Si la fiche mobile correspondant à l'ancien livret épuisé n'est plus en la possession du comptable payeur et s'il n'existe aucun autre moyen pour déterminer le montant des arrérages effectivement payés, il sera procédé à une reconstitution théorique du montant de ces arrérages au cours de la période courue du 9 août 1956, ou de la date de jouissance initiale de la pension garantie si elle est postérieure, à la veille de la date de l'échéance antérieure au renouvellement du livret. Les comptables

(1) Les taux de change successifs applicables entre le franc métropolitain et l'unité monétaire tunisienne sont les suivants :

- du 9 août 1956 au 30 octobre 1958 : 1 franc tunisien = 1 franc métropolitain.
- à compter du 1^{er} novembre 1958 : 1 dinar = 1.000 anciens francs métropolitains.
- à compter du 31 décembre 1958 : 1 dinar = 1.175 anciens francs métropolitains.
- à compter du 1^{er} janvier 1960 : 1 dinar = 11,75 nouveaux francs métropolitains.
- à compter du 31 décembre 1958, l'ancien franc tunisien valait donc 1,175 franc métropolitain et à compter du 1^{er} janvier 1960, 0,01175 nouveau franc métropolitain.

supérieurs assignataires utiliseront, à cet effet, le barème des traitements en vigueur en Tunisie à la date du 1^{er} janvier 1955 qui figure en annexe n° 4 à la présente instruction (1).

INSTRUCTION
N° 60-126 - B 3
du
28 juillet 1960.

Exemple. — Soit le titulaire d'une pension garantie liquidée à l'indice brut 400 (indice net ancien 320) sur un pourcentage de 60 %. Cette pension est concédée avec jouissance du 9 août 1956 et les échéances en sont fixées aux 6 janvier, avril, juillet et octobre de chaque année. Elle se substitue à une pension de la Société de prévoyance liquidée à l'indice 320 sur un pourcentage de 60 %. L'examen du livret qui a été renouvelé après le paiement de l'échéance du 1^{er} janvier 1959 fait apparaître que :

- chacune des échéances des 1^{er} avril et 1^{er} juillet 1959 a été payée en Tunisie pour 88.050 francs tunisiens (88,050 dinars) ;
- chacune des échéances des 1^{er} octobre 1959, 1^{er} janvier, 1^{er} avril et 1^{er} juillet 1960 a été payée en France pour la somme de 1.034,58 NF ($88.050 \times 0,01175$), de laquelle était déduite la somme de 18,10 NF à titre de cotisation de sécurité sociale.

Suivant le relevé établi par les services de l'Ambassade de France à Tunis, le montant total des acomptes et de la caution mandatée au profit de l'intéressé s'élève à la somme de 228.000 francs, soit 2.280 NF.

Le « Crédit » du décompte de liquidation sera établi de la façon suivante :

— du 9 août 1956 au 30 décembre 1956.....	$\frac{3.840 \times 142}{360}$	= 1.514,66 NF.
— du 1 ^{er} janvier 1957 au 30 avril 1957.....	$\frac{4.080 \times 120}{360}$	= 1.360
— du 1 ^{er} mai 1957 au 30 octobre 1957.....	$\frac{4.320 \times 180}{360}$	= 2.160
— du 1 ^{er} novembre 1957 au 30 décembre 1957.....	$\frac{4.440 \times 60}{360}$	= 740
— du 1 ^{er} janvier 1958 au 30 avril 1958.....	$\frac{4.860 \times 120}{360}$	= 1.620
— du 1 ^{er} mai 1958 au 30 juillet 1958.....	$\frac{5.040 \times 90}{360}$	= 1.260
— du 1 ^{er} août 1958 au 30 octobre 1958.....	$\frac{5.100 \times 90}{360}$	= 1.275
— du 1 ^{er} novembre 1958 au 30 janvier 1959.....	$\frac{5.280 \times 90}{360}$	= 1.320
— du 1 ^{er} février 1959 au 31 décembre 1959.....	$\frac{5.496 \times 330}{360}$	= 5.038
— du 1 ^{er} janvier 1960 au 30 juin 1960.....	$\frac{5.606,4 \times 180}{360}$	= 2.803,20
Total du Crédit.....		19.090,86 NF.

(1) Les montants des traitements figurant au barème et les montants des pensions de la société de prévoyance résultant de l'application de ce barème étant réputés libellés en monnaie tunisienne (franc tunisien), il conviendra de convertir en francs métropolitains, sur la base de 1 franc tunisien pour 1,175 ancien franc métropolitain, la somme exprimant le montant théorique des arrérages payés, concernant des échéances postérieures au 31 décembre 1958.

Le « Débit » sera établi de la façon suivante :

1° Débit théorique pour la période du 9 août 1956 au 31 décembre 1958 :

$$\text{a) Du 9 août 1956 au 30 septembre 1958.. } \frac{5.870 \times 60 \times 772}{100 \times 360} = 7.552,73 \text{ NF.}$$

$$\text{b) Du 1}^{\text{er}} \text{ octobre 1958 au 31 décembre 1958..... } \frac{5.870 \times 60 \times 90 \times 1,175}{100 \times 360} = 1.034,58$$

Soit au total..... 8.587,31 NF.

2° Montant des arrérages de pension payés en Tunisie, relevé sur les souches du carnet :

a) A l'échéance du 1^{er} avril 1959..... 88.050

b) A l'échéance du 1^{er} juillet 1959..... 88.050

Soit au total..... $176.100 \times 1,175 \times 0,01 = 2.069,17 \text{ NF}$

3° Montant des arrérages de pension payés en France, relevé sur les souches du carnet :

a) A l'échéance du 1^{er} octobre 1959 : 103.458 F, soit..... 1.034,58 NF.

b) A l'échéance du 1^{er} janvier 1960..... 1.034,58

c) A l'échéance du 1^{er} avril 1960..... 1.034,58

d) A l'échéance du 1^{er} juillet 1960..... 1.034,58

Soit au total..... 4.138,32 NF.

4° Montant des acomptes et de la caution mandatés par l'Ambassade de France à Tunis : 228.000 F, soit 2.280 NF.

Le rappel brut revenant à l'intéressé s'élève à la somme de :
19.090,86 — $(8.587,31 + 2.069,17 + 4.138,32 + 2.280) = 2.016,06 \text{ NF}$ de laquelle il convient de déduire le rappel de cotisation de sécurité sociale dû au titre des arrérages afférents à la période du 1^{er} juillet 1959 au 30 juin 1960, déduction faite du montant des cotisations précomptées pendant la même période sur la pension de la société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens.

D. — MODIFICATION DU MONTANT DE LA PENSION GARANTIE PAR SUITE DE RELÈVEMENT DU TRAITEMENT INDICIAIRE DE L'EMPLOI D'ASSIMILATION

41 Les pensions garanties concédées en faveur des anciens agents et fonctionnaires français relevant de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens sont liquidées et payées comme les pensions du Code des pensions civiles et militaires de retraite. Leur montant doit, en conséquence, être modifié dans les mêmes conditions, aux mêmes dates et suivant les mêmes modalités que les pensions civiles et militaires de retraite et il appartiendra aux comptables supérieurs assignataires de notifier aux comptables payeurs dans les conditions habituelles (1), les relèvements de taux qui pourraient intervenir postérieurement à la mise en paiement.

(1) Soit par voie d'inscription du nouveau montant et du rappel d'augmentation sur le bordereau-liste de paiement, soit au moyen d'avis de modification de taux du modèle C. 1236 P ou C. 1238 P dans les départements et territoires où ne fonctionne pas le système de paiement sur bordereaux-listes

§ II. — Pensions concédées au titre de la garantie des pensions constituées auprès de la Caisse marocaine des retraites.

- 42** Les prescriptions faisant l'objet du § I ci-dessus concernant les modalités de mise en paiement des pensions concédées au titre de la garantie des pensions constituées auprès de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens sont, dans leur ensemble, applicables aux pensions concédées au titre de la garantie des pensions constituées auprès de la Caisse marocaine des retraites.

Il doit être tenu compte, toutefois, de certaines particularités qui trouvent leur origine dans le fait que la Caisse marocaine des retraites n'a pas cessé d'assumer la charge des pensions concédées au profit de ses ressortissants, quelle que soit la nationalité de ceux-ci, et qu'en conséquence les arrérages de la pension locale seront, dans la majorité des cas, payables concurremment avec ceux de la pension garantie dont le montant doit être suspendu à due concurrence. Ces particularités sont exposées ci-après :

A. — OPÉRATIONS PRÉALABLES A LA MISE EN PAIEMENT

- 43** Pour être en mesure de procéder à la mise en paiement de la pension concédée au titre de la garantie des pensions constituées auprès de la Caisse marocaine des retraites, le comptable supérieur assignataire doit avoir connaissance :

- d'une part du montant des acomptes mandatés au profit de l'intéressé par l'Ambassade de France au Maroc et qui doivent être portés au débit de la feuille de décompte établie pour la mise en paiement de la pension garantie ;
- d'autre part, du montant de la pension locale, exprimé en francs français pour servir au calcul de la suspension à pratiquer sur les arrérages de la pension garantie.

- 44** Pour obtenir ces renseignements, le comptable supérieur assignataire de la pension garantie devra, dès réception de chaque envoi de titres de paiement de pensions concédées au titre de la garantie des pensions de la caisse marocaine des retraites :

- 1° Adresser au pensionné, bénéficiaire de la garantie une déclaration relative au cumul du modèle C. 1216 P en lui demandant de remplir cette déclaration et de la remettre au comptable à la caisse duquel il perçoit les arrérages de la pension locale ; cette déclaration, à laquelle, au moment de sa remise par le pensionné, le comptable payeur annexera la fiche mobile A de la pension locale, sera transmise sans délai au comptable supérieur assignataire de la pension garantie, par l'intermédiaire le cas échéant du Trésorier-Payeur général du département ou du receveur des Finances de l'arrondissement dans lequel est payée la pension locale ;
- 2° Signaler aux services de l'Ambassade de France au Maroc la concession de la pension garantie et demander que lui soit adressé le relevé du montant des acomptes qui ont pu être mandatés au profit de l'intéressé. Il demandera également que toutes dispositions soient prises pour que cesse le mandatement de ces acomptes. Le comptable supérieur assignataire adressera, à cet effet, une lettre conforme au modèle figurant en annexe n° 3 à la présente instruction qui sera transmise par l'intermédiaire du Payeur Général auprès de l'Ambassade de France au Maroc, à Rabat (1).

(1) Boîte postale 422.

B. — MISE EN PAIEMENT DES ARRÉRAGES TRIMESTRIELS DUS AU TITRE
DE LA PENSION GARANTIE

45 1° Détermination du montant de la suspension à pratiquer sur les arrérages
de la pension garantie.

Au vu de la fiche mobile communiquée par le Comptable payeur de la pension locale, *pension dont les arrérages continueront d'être servis concurremment avec ceux de la pension garantie*, le comptable supérieur assignataire détermine le montant pour lequel la pension garantie doit être suspendue.

Cette suspension est égale au montant des arrérages dus au titre de la pension locale, exprimés ou traduits en nouveaux francs métropolitains.

46 Pratiquement, et compte tenu du fait qu'en vertu de décisions prises par le Gouvernement marocain à la suite des opérations de dévaluation de la monnaie française à compter du 29 décembre 1958 et de la monnaie marocaine à compter du 19 octobre 1959, décisions aux termes desquelles *les pensions de la Caisse marocaine payées en France* ont été successivement réputées libellées en monnaie française jusqu'au 18 octobre 1959 et en monnaie marocaine à compter du 19 octobre 1959, le montant annuel de la suspension en francs métropolitains sera égal au taux annuel de la pension locale au 9 août 1956, déterminé en fonction du pourcentage de liquidation et des échelles de traitement en vigueur à cette date, le montant obtenu étant en ce qui concerne la période correspondant à des échéances postérieures au 18 octobre 1959, multiplié par le coefficient 0,975. Le barème des traitements indiciaires dont il doit être fait application pour ce calcul figure en annexe n° 5 à la présente instruction.

Exemple. — Soit la fiche de paiement d'une pension de veuve de la Caisse marocaine des retraites à échéance des 1^{er} mars, 1^{er} juin, 1^{er} septembre et 1^{er} décembre de chaque année, sur laquelle sont mentionnés l'indice de rémunération 185 et un pourcentage de liquidation fixé à 60 %. La fraction réversible au profit de la veuve est fixée à 50 %.

Le montant du traitement relevé au barème figurant en annexe n° 5 à la présente instruction, en regard de l'indice 185, est de 346.000.

Le montant annuel de la pension au 9 août 1956 ressort ainsi à :

$$\frac{346.000 \times 60 \times 50}{100 \times 100} = 103.800$$

La suspension à pratiquer sur les arrérages de la pension garantie doit, en conséquence, être fixée à :

- 1.038 NF par an pour la période courue de la date de jouissance initiale de cette pension au 31 août 1959 ;
- 1.012,05 NF (1.038 × 0.975) par an, à compter du 1^{er} septembre 1959.

47 En revanche, pour les pensions qui ont été payées au Maroc, et que le Gouvernement marocain n'a jamais cessé de considérer comme étant libellées en monnaie marocaine, le montant annuel de la suspension en francs métropolitains sera égal au taux annuel de la pension locale au 9 août 1956, déterminé en fonction du pourcen-

tage de liquidation et des échelles de traitement en vigueur à cette date, multiplié par le coefficient (1):

- 1,175 en ce qui concerne les paiements effectués au Maroc au titre d'échéances comprises entre le 29 décembre 1958 et le 18 octobre 1959 ;
- 0,975 en ce qui concerne les paiements effectués au titre d'échéances postérieures au 18 octobre 1959.

48 C'est ainsi que, pour reprendre l'exemple ci-dessus, le montant annuel de la suspension devrait être fixé à :

- 1.038 NF par an pour la période courue de la date de jouissance initiale de la pension garantie au 30 novembre 1958 ;
- 1.219,65 NF ($1.038 \times 1,175$) par an, pour la période courue du 1^{er} décembre 1958 au 31 août 1959 ;
- 1.012,05 NF ($1.038 \times 0,975$) par an à compter du 1^{er} septembre 1959.

2° Annotation des fiches mobiles.

49 Le montant des suspensions déterminé dans les conditions indiquées à la subdivision ci-dessus sera annoté par le Comptable supérieur assignataire sur les fiches A et B de la pension garantie, sous la forme suivante :

« Pension suspendue pour le montant de la pension
de la Caisse marocaine des retraites n°
payable à(Comptable assignataire)
..... NF du au
..... NF du au
..... NF du au »

50 Le Comptable supérieur assignataire de la pension garantie annotera, en même temps, la fiche de paiement de la pension locale de la mention suivante :

« Toute modification du montant de la présente
pension devra être notifiée au Trésorier-Payeur
Général de Comptable
supérieur assignataire de la pension garantie
n° »

3° Décompte des arrérages dus au titre de la pension garantie.

51 La pension garantie sera mise en paiement, à compter de la dernière échéance acquittée sur la pension locale, dès réception par le Comptable supérieur assignataire de la déclaration relative au cumul et de la fiche mobile A transmises par le Comptable payeur de la pension locale.

52 La somme à payer au titre du trimestre courant de la pension garantie sera déterminée au prorata du nombre de jours écoulés depuis la date d'échéance du dernier terme payé sur la pension locale, déduction faite de la suspension afférente à la même

(1) Les taux de change successifs applicables entre le franc et l'unité monétaire marocaine sont les suivants :

- du 9 août 1956 au 28 décembre 1958 : 1 franc marocain = 1 ancien franc métropolitain ;
- du 29 décembre 1958 au 18 octobre 1959 : 1 franc marocain = 1,175 ancien franc métropolitain ;
- à compter du 19 octobre 1959 : 1 dirham = 100 anciens francs marocains = 97,5 anciens francs métropolitains ;
- à compter du 1^{er} janvier 1960 : 1 dirham = 0,975 nouveaux francs métropolitains.

période et dont il conviendra de faire apparaître le montant dans les éléments du décompte transcrits sur les fiches mobiles, la souche et le coupon du carnet de quittances.

- 53 Si l'intéressé réside sur le territoire métropolitain, il conviendra de déduire du montant des arrérages dus, la cotisation de Sécurité Sociale *qui sera calculée sur le montant brut de la somme à payer avant déduction de la suspension. Corrélativement, il y aura lieu d'annuler sur la fiche de paiement de la pension locale les mentions relatives au précompte de la cotisation de Sécurité Sociale, cette cotisation ne devant plus être précomptée sur la pension locale à partir de la mise en paiement de la pension garantie.*
- 54 Lors de l'envoi au Comptable payeur des titres de paiement de la pension garantie et de la fiche mobile de la pension locale, il lui sera signalé que le rappel d'arrérages éventuellement dû pour la période courue de la date de jouissance initiale de la pension garantie à la veille de la dernière échéance payée sur la pension de la Caisse marocaine des retraites fera l'objet d'un règlement ultérieur.

C. — DÉTERMINATION DU RAPPEL D'ARRÉRAGES DÙ AU TITRE
DE LA PENSION GARANTIE

- 55 Dès que lui sera parvenu le relevé établi par les services de l'Ambassade de France au Maroc du montant des acomptes mandatés au profit de l'intéressé, le Comptable supérieur assignataire procède à la liquidation du rappel d'arrérages dû au titre de la pension garantie.
- Il établit, à cet effet, une feuille de décompte en double exemplaire en vue de déterminer :
- 56 — *au crédit*, le montant *après suspension*, des sommes dues sur la pension à mettre en paiement depuis la date de jouissance initiale jusqu'à la veille de la date précédemment retenue pour le décompte des arrérages à payer au titre du trimestre courant. Ce montant sera déterminé compte tenu des taux successivement applicables, calculés en fonction de l'indice et du pourcentage retenus pour la liquidation de la pension garantie ;
- 57 — *au débit*, le montant des acomptes mandatés au profit de l'intéressé et figurant sur le relevé établi par les services de l'Ambassade de France au Maroc.
- 58 Le montant du rappel et de la cotisation de Sécurité Sociale correspondante due pour les périodes pendant lesquelles l'intéressé a perçu les arrérages de la pension locale sur le territoire métropolitain sera alors notifié au Comptable payeur de la pension garantie dans les conditions indiquées au paragraphe 35 ci-dessus.

SECTION II. — RÔLE DU COMPTABLE PAYEUR

§ I. — Opérations préalables à la mise en paiement de la pension garantie
par le Comptable supérieur assignataire.

Le rôle du Comptable payeur est différent suivant qu'il s'agit de la garantie des pensions constituées auprès de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens ou au contraire de pensions constituées auprès de la Caisse marocaine des retraites.

1° BÉNÉFICIAIRES DE PENSIONS DE LA SOCIÉTÉ DE PRÉVOYANCE
DES FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS TUNISIENS

- 59 Dans ce cas, il incombe au Comptable payeur, dès qu'il lui est prescrit par le Comptable supérieur assignataire de procéder au retrait du livret de pension de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens en cours de paiement,

de convoquer le pensionné au moyen de l'imprimé modèle C. 1179 transmis par le Comptable supérieur assignataire et auquel il joint la déclaration relative au cumul à souscrire par le pensionné.

60 Lorsque le pensionné se présente, le Comptable payeur doit :

- se faire remettre, contre reçu, le livret de pension de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens détenu par l'intéressé ;
- procéder, le cas échéant, au paiement des arrérages échus sur cet émolument ; dans le cas où, au moment où lui parvient la demande du Comptable supérieur assignataire prescrivant le retrait du livret de pension, une échéance est proche, le Comptable payeur retarde l'envoi de la convocation destinée au pensionné pour permettre de régler cette échéance avant de procéder au retrait du livret ;
- adresser au Comptable supérieur assignataire de la pension garantie, par l'intermédiaire, le cas échéant, du Trésorier-Payeur Général du département ou du Receveur des Finances de l'arrondissement qui détient la fiche provisoire établie dans les conditions prévues par la note de service n° 59-113-B 3 du 25 mars 1959 et à l'appui de la note modèle C. 1178 dont il aura complété la partie réservée à la réponse :
 - a) Le livret de pension de la Société de prévoyance dont le paiement doit cesser ;
 - b) La convocation portant, au verso, désignation du Comptable payeur ou demande de paiement par virement ;
 - c) La déclaration relative au cumul souscrite par le pensionné ;
 - d) La fiche mobile A de la pension de la Société de prévoyance.

2° BÉNÉFICIAIRES DE PENSIONS DE LA CAISSE MAROCAINE DES RETRAITES

61 En ce qui concerne les pensions de la Caisse marocaine des retraites, le Comptable payeur n'intervient qu'au moment où le pensionné, avisé par les soins du Comptable supérieur assignataire de la pension garantie, se présente à sa caisse pour remettre la déclaration relative au cumul.

62 Cette déclaration à laquelle le Comptable payeur annexe la fiche mobile A de la pension de la Caisse marocaine des retraites est transmise le jour même au Comptable supérieur assignataire. *Préalablement à cet envoi, le Comptable payeur doit s'assurer que la dernière échéance payée a bien été émargée dans la case correspondante de la fiche mobile. Il n'est pas procédé au retrait du livret qui reste en la possession du pensionné.*

Toutes dispositions seront prises par le Comptable supérieur assignataire pour que le Comptable payeur soit remis en possession de la fiche A de la pension de la Caisse marocaine des retraites suffisamment tôt pour lui permettre de payer l'échéance de cette pension suivant l'envoi de cette fiche A.

§ II. — Remise des titres de paiement au pensionné et paiement des arrérages de la pension garantie.

63 Immédiatement après réception des titres de paiement de la pension garantie transmis par le Comptable supérieur assignataire, le Comptable payeur complète la convocation modèle C. 1182 destinée au pensionné et l'adresse à celui-ci.

64 Lorsque le pensionné se présente à ses bureaux, le Comptable payeur procède à la remise, dans les conditions habituelles (1), des titres de paiement de la pension garantie en se conformant aux « Instructions aux agents chargés de remettre les brevets aux titulaires » reproduites sur ces brevets.

(1) Sections II et III de la circulaire n° 1517 du 14 mai 1955 insérée au *Bulletin des Services du Trésor*, n° 50 G, de 1955.

Il règle, en même temps, les arrérages échus du trimestre courant de la pension garantie et informe l'intéressé que le rappel d'arrérages éventuellement dû fera l'objet d'un paiement ultérieur.

- 65** Lorsque lui parviendra la feuille de décompte du rappel d'arrérages établie par le Comptable supérieur assignataire, le Comptable payeur transcrira les résultats de ce décompte dans la case correspondante d'émargement de la fiche A et convoquera le pensionné pour lui régler le montant de ce rappel. Il utilisera, pour ce paiement, le coupon de premiers arrérages inséré dans le carnet de quittances. Ce coupon et la souche correspondante seront, bien entendu, complétés par l'indication de la période de liquidation figurant sur la feuille de décompte et du montant de la somme à payer résultant de cette liquidation. La feuille de décompte est remise à l'intéressé.
- 66** *Remarque.* — L'attention des Comptables est spécialement appelée sur le fait que les pensions concédées au titre de la garantie instituée par l'article 11 de la loi du 4 août 1956 :
- se substituent intégralement aux pensions principales de la *Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens* qui doivent, en conséquence, cesser d'être payées à partir de la mise en paiement de la pension garantie (cf. paragraphe 13 ci-dessus ;
 - doivent, en ce qui concerne les pensions concédées au titre de la garantie des pensions de la *Caisse marocaine des retraites* dont l'Etat marocain continue d'assumer la charge, être suspendues pour le montant des arrérages servis au titre de ces pensions (cf. paragraphe 14 ci-dessus).
- 67** Il appartient dès lors au Comptable qui assure le paiement des arrérages de la pension de la *Caisse marocaine des retraites* d'aviser sans délai le Comptable supérieur assignataire de la pension garantie de toute modification qui lui serait notifiée du montant de la pension de la *Caisse marocaine des retraites* pour permettre la modification correspondante du montant de la suspension pratiquée sur la pension garantie.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

§ I. — Cotisations de Sécurité Sociale à précompter sur les arrérages des pensions garanties.

68 Les arrérages des pensions garanties concédées en application de l'article 11 de la loi du 4 août 1956 doivent donner lieu à précompte des cotisations de sécurité sociale, dans les mêmes conditions que les autres pensions du Code des pensions civiles et militaires de retraite, lorsque leurs titulaires résident sur le territoire métropolitain, en Algérie ou dans les départements d'Outre-Mer. Le régime applicable en la matière est, dans la Métropole, celui qui a été fixé par le décret n° 51-96 du 26 janvier 1951 (1).

Etant donné que les pensions de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens et de la Caisse marocaine des retraites étaient elles-mêmes, en application des décrets n° 53-1101 et 53-1102 du 5 novembre 1953 (2) soumises au précompte des cotisations de sécurité sociale lorsque leurs titulaires résidaient sur le territoire métropolitain, il sera procédé sur le montant du rappel accusé par la feuille de décompte établie dans les conditions indiquées aux paragraphes 31 à 40 (3) et 55 à 58 (4) ci-dessus à la régularisation du précompte de cotisations de Sécurité Sociale pour chacune des périodes au cours desquelles la pension locale a été payée sur le territoire métropolitain, compte tenu des taux et plafonds applicables au cours de ces périodes, soit :

- pendant la période du 9 août 1956 au 31 décembre 1957 : cotisation au taux de 1,25 % sur un plafond annuel de 5.280 nouveaux francs ;
- pendant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1958 : cotisation au taux de 1,75 % sur un plafond annuel de 6.000 nouveaux francs ;
- à compter du 1^{er} janvier 1959 : cotisation au taux de 1,75 % sur un plafond annuel de 6.600 nouveaux francs.

69 Les cotisations à précompter sur les arrérages trimestriels des pensions garanties seront déterminées sur les mêmes bases que pour les pensions civiles et militaires de retraite, c'est-à-dire sur leur montant brut, avant toute retenue pour opposition, à raison de 1,75 % dans la limite du plafond fixé par la législation applicable au régime de sécurité sociale, soit actuellement 6.600 nouveaux francs par an ou 1.650 nouveaux francs par trimestre (5).

(1) Cf. circulaire n° 944 du 20 mars 1951 insérée au *Bulletin des Services du Trésor* n° 23 G du 27 mars 1951, complétée, notamment, par les circulaires n° 1054 du 17 décembre 1951 (*Bulletin des Services du Trésor* n° 114 G) et n° 1245 du 17 avril 1953 (*Bulletin des Services du Trésor* n° 30 G) et l'instruction n° 59-199-B 3 du 29 décembre 1959. En ce qui concerne l'Algérie, l'instruction n° 3402 C 4 du 21 juillet 1953 et pour les départements d'Outre-Mer l'instruction du 15 mars 1954.

(2) *Journal Officiel* du 10 novembre 1953.

(3) Chapitre III, section I, § I, C.

(4) Chapitre III, section I, § II, B, 3°, et C.

(5) L'application aux pensions garanties comme à l'ensemble des pensions civiles et militaires de retraite et des pensions du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre du relèvement, à compter du 1^{er} juillet 1960, du plafond de cotisation prévu par le décret n° 60-620 du 29 juin 1960 sera effectuée ultérieurement.

INSTRUCTION
N° 69-124 - B 3
du
28 juillet 1960.

70 En ce qui concerne les pensions concédées au titre de la garantie des pensions constituées auprès de la Caisse marocaine des retraites, *la cotisation de sécurité sociale doit être déterminée sur le montant brut des arrérages, avant déduction de la suspension correspondant aux arrérages de la pension locale qui continue d'être servie et qui, à compter de la mise en paiement de la pension garantie, ne doit plus donner lieu à précompte de cotisations de sécurité sociale.*

71 Les coupons d'arrérages des pensions garanties sur lesquels aura été effectuée la retenue pour cotisation de sécurité sociale seront acquittés et versés en dépense pour la somme nette payée.

§ II. — Régime des accessoires pour enfants rattachés aux pensions garanties.

72 Le régime de garantie prévu par la loi du 4 août 1956 s'applique non seulement à la pension locale proprement dite mais encore à tous les accessoires de même nature qui lui sont directement rattachés en vertu du régime de retraite local. Il en est ainsi, notamment, des majorations de pension accordées aux agents qui ont élevé au moins trois enfants jusqu'à l'âge de 16 ans ainsi que des prestations ayant le caractère d'indemnités ou d'allocations pour charges de famille.

73 Les titres émis en garantie des majorations de pension concédées au profit des agents ayant élevé au moins trois enfants jusqu'à l'âge de 16 ans seront mis en paiement dans des conditions identiques à celles qui sont fixées pour les pensions principales au chapitre III ci-dessus. En ce qui concerne spécialement les majorations concédées au titre de la garantie des pensions et accessoires de pension constitués auprès de la Caisse marocaine des retraites, il y aura lieu, notamment, de suspendre ces majorations pour le montant de la majoration de même nature figurant sur la fiche de paiement de la pension locale et qui continue d'être servie.

74 En revanche, il conviendra de surseoir à la mise en paiement des titres d'allocation pour enfants concédées au titre de la garantie des prestations ayant le caractère d'indemnités ou d'allocations pour charges de famille. Les conditions dans lesquelles ces allocations doivent être payées n'ont pas encore été définitivement arrêtées. Tant qu'une décision ne sera pas intervenue les titres d'allocations émis par la Direction de la Dette Publique seront conservés en instance par les comptables supérieurs assignataires qui devront prendre toutes dispositions utiles pour que le paiement des indemnités ou allocations pour charges de famille rattachées à la pension locale continue à être assuré dans les conditions actuellement en vigueur.

**§ III. — Régime de garantie de la pension complémentaire
et de la prime de remplacement servis par l'Etat chérifien.**

75 Les règles particulières de garantie applicables à la pension complémentaire servie accessoirement aux pensions civiles chérifiennes ainsi qu'à la prime de remplacement de l'indemnité de fin de services des agents détachés ont été exposées à la section III du chapitre I ci-dessus.

76 Ces prestations étant garanties, en valeur absolue, à leur taux en vigueur au 9 août 1956, *il ne sera procédé à l'émission d'un titre de paiement sur le Trésor français que dans l'hypothèse de défaillance de la Caisse marocaine des retraites.*

77 Dans ce cas, le titre de paiement sera revêtu par les services liquidateurs d'une mention faisant apparaître le caractère définitif de la pension complémentaire ou de la prime de remplacement de l'indemnité de fin de services ou la date à laquelle ces prestations deviendront définitives compte tenu soit de l'âge de l'intéressé, soit de l'accomplissement de la condition de résidence.

Tant que ces conditions ne seront pas entièrement réalisées, le paiement des arrérages sera subordonné à la production d'un certificat de résidence habituelle au Maroc délivré depuis moins de trois mois par les autorités locales compétentes ou par les consulats de France au Maroc. Ce certificat sera exigé, par le comptable, lors de chaque paiement jusqu'à ce que soit entièrement satisfait l'engagement décennal de résidence au Maroc souscrit lors de la mise à la retraite ou, pour les titulaires de la pension complémentaire seulement, jusqu'à ce que les bénéficiaires aient atteint l'âge de 70 ans.

§ IV. — Cas particulier de refus de concession par les autorités locales de l'un des avantages de retraite garantis.

- 78** Ainsi qu'il l'a été indiqué au paragraphe 7 ci-dessus (1) la garantie prévue par la loi du 4 août 1956 est accordée aux agents remplissant au moment de leur radiation des cadres les conditions requises pour bénéficier de l'un des avantages de retraite garantis mais qui n'auraient pas pu en obtenir la concession de la part des autorités locales.
- 79** Dans ce cas, cependant, la garantie ne pourra revêtir un caractère définitif qu'après production d'une décision expresse de refus de concession émanant des organismes de retraite locaux débiteurs. Aussi longtemps que cette décision n'aura pas été produite, les arrérages de la pension garantie concédée en application de l'article 11 de la loi du 4 août 1956 ne pourront être payés que dans la mesure où il pourra être attesté par le retraité que celui-ci n'a pas été mis en possession d'une prestation accordée par le Maroc ou la Tunisie. *Le comptable payeur est chargé de la vérification de cette condition* (2).
- 80** A cet effet, il devra avant chaque paiement faire souscrire par l'intéressé une *déclaration* destinée, si elle est négative, à être annexée au coupon, et par laquelle le retraité certifiera qu'il bénéficie ou non d'une pension ou allocation accordée par le Maroc ou la Tunisie. S'il résultait de la déclaration qu'une telle prestation a été octroyée, le comptable payeur devrait suspendre le paiement des émoluments garantis et en informer le comptable supérieur assignataire qui en avisera aussitôt la Direction de la Dette Publique (3), en adressant à cette Direction la déclaration souscrite par le retraité.

§ V. — Conditions d'application de l'article 7 du décret du 22 février 1958 pour le paiement, sur la base d'un minimum garanti, des pensions concédées en application de la loi du 4 août 1956.

- 81** Conformément aux indications déjà données sur ce point au paragraphe 11 ci-dessus, le montant des pensions concédées au titre de la loi du 4 août 1956, compte tenu de l'évolution de la rémunération afférente à un emploi métropolitain d'assimilation, ne peut être inférieur au montant de la pension locale au taux en vigueur au 9 août 1956, majoré, en ce qui concerne les retraités de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens, des sommes versées par l'Etat au titre de la caution.
- 82** Il appartiendra aux comptables supérieurs assignataires de tenir compte de cette disposition lorsqu'ils procéderont au décompte de liquidation des premiers arrérages des pensions garanties.

(1) Chapitre I, section I.

(2) Le brevet d'inscription et les fiches mobiles de paiement des pensions garanties concédées sans qu'aucune décision de refus de concession de pension du régime local ait été notifiée par l'organisme de retraite débiteur, seront revêtus d'une mention, apposée par les services liquidateurs de la pension garantie, en vue d'attirer l'attention du comptable sur la nécessité de contrôler que le retraité n'a pas été mis en possession d'une prestation accordée par le Maroc ou la Tunisie.

(3) Service de la Dette Viagère, 2^e bureau, 23 bis, rue de l'Université, à Paris (7^e).

INSTRUCTION
N° 60-126 - B 3
du
28 juillet 1960.

A cet effet, pour toutes les pensions dont l'indice net ancien de liquidation correspond à l'indice brut figurant sur les titres de paiement est inférieur à l'indice hiérarchique sur la base duquel a été liquidée la pension locale, les comptables supérieurs devront déterminer si le montant de la pension locale au taux en vigueur au 9 août 1956, éventuellement majoré des sommes versées au titre de la caution, n'est pas, pendant une certaine période, supérieur aux produits de la liquidation de la pension garantie. Ils utiliseront pour ce calcul les barèmes de rémunérations en vigueur en Tunisie et au Maroc à la date du 9 août 1956, qui figurent en annexes n°s 4 et 5 à la présente instruction, et tiendront compte, pour les retraités de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens, du montant annuel de la caution indiqué par l'Ambassade de France à Tunis.

- 83** Dans le cas où le montant de la pension garantie serait inférieur au montant de la pension locale, la feuille de décompte liquidant les premiers arrérages de la pension garantie devra être établie au « crédit » et pour toutes les périodes pendant lesquelles le produit de la liquidation de la pension garantie est inférieur au minimum forfaitaire prévu par l'article 7 du décret du 22 février 1958, pour le montant des arrérages dus, pendant les périodes considérées, sur la base de ce minimum forfaitaire. Le comptable supérieur assignataire annotera en conséquence la fiche mobile B en portant l'indicatif : « (1) », immédiatement après le montant de la pension mentionné par les services liquidateurs, dans le cadre de la fiche réservé à cet effet. Cet indicatif renverra à la mention suivante :

« (1) Montant porté à NF à compter du
..... et à NF à compter du
en application de l'article 7 du décret du 22 février 1958 ».

**§ VI. — Imputation des dépenses résultant du paiement des pensions garanties
concédées en application de la loi du 4 août 1956.**

- 84** Ainsi qu'il résulte de la nomenclature des dépenses payables sans ordonnancement préalable annexée à la note de service n° 857-E 2 du 7 janvier 1960, un article 4 a été prévu au chapitre 32-94 (Titre III. — Moyens des services) du Budget du Ministère des Finances pour les charges communes, pour l'imputation des dépenses résultant de l'application de la garantie des pensions concédées par le Maroc et la Tunisie.

- 85** En raison de l'absence sur les coupons de paiement afférents à ces pensions d'une mention particulière permettant de distinguer ces dépenses de celles concernant les autres pensions du Code des pensions civiles et militaires de retraite, il a été admis que les dépenses de l'espèce recevraient la même imputation budgétaire que les pensions correspondantes du Code des pensions civiles et militaires de retraite. Les comptables supérieurs assignataires n'auront donc pas à établir de bordereaux détaillés au titre de l'article 4 du chapitre 32-94 pour le versement des dépenses effectuées au titre de la garantie des pensions concédées par le Maroc et la Tunisie qu'ils feront figurer sur les bordereaux établis au titre des articles 1^{er} ou 3 du chapitre 32-94, à la subdivision a) ou b) correspondant à la nature de la pension.

**§ VII. — Pensions garanties payables dans les départements et Centres régionaux
où fonctionne le système de paiement sur bordereau-liste.**

- 86** Les dispositions de l'instruction annexée à la lettre-commune n° 5743 G L/C 2503-2265 du 9 août 1951 (1) et, en ce qui concerne les comptables supérieurs assignataires, celles de l'instruction de la même date qui leur a été adressée spécialement sous le timbre de différents bureaux de la Direction (2), sont applicables aux pensions

(1) *Bulletin des Services du Trésor* n° 74 G du 11 août 1951.

(2) 4^e Bureau n° 6217 ; 5^e Bureau n° 5747 G ; 9^e Bureau n° 731 K ; Service des Etudes n° 120 SE, remplacée par l'instruction n° 803 SE du 25 mai 1956.

garanties qui sont assignées payables dans les départements où fonctionne le système de paiement des pensions sur bordereau-liste.

INSTRUCTION
N° 60-126 - B 3
du
28 juillet 1960.

- 87 Sont de même applicables à ces émoluments les dispositions qui ont fait l'objet des paragraphes 54 à 58 de l'instruction n° 60-62-B 3 du 31 mars 1960.

**§ VIII. — Réglementation applicable en matière de revision,
prescription, cumul, saisissabilité.**

- 88 La garantie étant accordée sous la forme d'une pension sur le Trésor Public liquidée, concédée et payée comme une pension du Code des pensions civiles et militaires de retraite, doit nécessairement être soumise, sous réserve des dispositions qui précèdent, à l'ensemble de la réglementation applicable aux pensions de l'Etat. En particulier, les conditions de paiement, de prescription, de suspension seront celles appliquées par l'Etat, débiteur des émoluments garantis.
- 89 Il sera possible de faire application de l'article L 77 du Code des pensions à la pension garantie, quelle que soit la date de concession de la pension d'origine à laquelle elle s'applique, et la liquidation de cette pension garantie est susceptible d'un recours dans les mêmes conditions que les pensions allouées au titre dudit Code.
- 90 Les règles restrictives de cumul s'appliqueront également aux sommes payées par l'Etat au titre de la garantie, y compris celles correspondant aux pensions complémentaires et primes de remplacement qui, malgré leur nature particulière, n'en sont pas moins des émoluments de retraite rémunérant des services au même titre qu'une pension.
- 91 En revanche, dans le silence du législateur, il n'apparaît pas possible d'appliquer à ces pensions les dispositions de l'article L 79 relatives à l'incessibilité et à l'insaisissabilité. Les pensions garanties seront donc soumises, en cette matière, au régime de droit commun du Code civil et du Code de procédure civile.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique
et par délégation du Ministre :

Le Chef de Service,

R. VÉRON

**DECRET N° 58-185 DU 22 FEVRIER 1958 PORTANT REGLEMENT
D'ADMINISTRATION PUBLIQUE POUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 11
DE LA LOI N° 56-782 DU 4 AOUT 1956 RELATIVE AUX CONDITIONS
DE RECLASSEMENT DES FONCTIONNAIRES ET AGENTS FRANÇAIS
DES ADMINISTRATIONS ET SERVICES PUBLICS DU MAROC
ET DE TUNISIE**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

Sur le rapport du Ministre des Affaires étrangères, du Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan, du Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative et du Secrétaire d'Etat au Budget,

Vu la loi n° 55-1086 du 7 août 1955 portant intégration des fonctionnaires français des cadres tunisiens dans les cadres métropolitains, ensemble le décret n° 55-1412 du 19 octobre 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi ;

Vu la loi n° 56-782 du 4 août 1956 relative aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc et de Tunisie, et notamment son article 11 (a) ;

Vu le décret n° 56-1236 du 6 décembre 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 56-782 du 4 août 1956 susvisée ;

Vu le Code des pensions civiles et militaires ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er}. — Le présent décret a pour objet de fixer les conditions d'application des dispositions de l'alinéa a de l'article 11 de la loi n° 56-782 du 4 août 1956 :

- 1° Aux anciens fonctionnaires des cadres tunisiens et marocains titulaires à la date du 9 août 1956 de pensions servies par la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens et par la Caisse marocaine des retraites ainsi qu'aux anciens fonctionnaires métropolitains titulaires à la même date d'une prime de remplacement de l'indemnité de fin de services ;
- 2° Aux personnels en activité qui, affiliés à la même date auxdites caisses, deviendraient titulaires d'une pension concédée à ce titre postérieurement à ladite date ou pourraient prétendre au moment de leur remise à la disposition du Gouvernement français à une indemnité de fin de service ou au remboursement des retenues supportées par eux pour constitution de cette indemnité ou d'une pension complémentaire ;
- 3° Aux ayants cause des personnels visés ci-dessus.

L'application des mêmes dispositions aux personnels et à leurs ayants cause bénéficiaires :

- 1° De rentes viagères servies par la Caisse marocaine de retraites ;
- 2° De pensions ou de rentes viagères servies par la Caisse de prévoyance du personnel des services civils du protectorat de la France au Maroc, la Caisse des rentes viagères du personnel auxiliaire de l'administration publique du Maroc, la Caisse de retraites des ouvriers de l'Etat tunisien, fera l'objet d'un règlement d'administration publique ultérieur.

ARTICLE 2. — Lorsque les personnes visées à l'article 1^{er} sont ou deviennent titulaires de pensions servies par la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens et par la Caisse marocaine des retraites, il leur est concédé, dans les conditions fixées aux articles suivants, une pension dite pension garantie.

Les conditions et modalités de la consultation du droit, de la jouissance et de la réversion de la pension garantie sont celles prévues par la réglementation en vigueur pour la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens et pour la Caisse marocaine des retraites, respectivement au 19 août 1955 et au 9 août 1956.

ARTICLE 3. — La pension garantie est liquidée, compte tenu des annuités rémunérées dans la pension servie au 19 août 1955 ou au 9 août 1956, par la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens ou par la Caisse marocaine des retraites et, pour les pensions qui ont été ou seront concédées par ces organismes postérieurement aux dates précitées, compte tenu des annuités résultant de la réglementation locale en vigueur, respectivement au 19 août 1955 et au 9 août 1956.

ARTICLE 4. — Dans les conditions et délais qui seront fixés par décret pris sur le rapport du Ministre des Affaires étrangères, du Ministre chargé de la Fonction publique et du Ministre chargé du Budget, les bénéficiaires du présent décret sont appelés à opter :

Soit pour une pension garantie, compte tenu de l'évolution des éléments locaux de rémunération ;

Soit pour une pension garantie, compte tenu de l'évolution de la rémunération afférente à un emploi métropolitain d'assimilation.

En ce qui concerne les personnels relevant de la Caisse marocaine des retraites, le choix exercé en faveur d'une pension garantie, compte tenu de l'évolution des éléments locaux de rémunération, entraînera le calcul de la pension complémentaire d'après les mêmes éléments ; le choix de la pension garantie, compte tenu de l'évolution de la rémunération afférente à un emploi métropolitain d'assimilation, entraînera la garantie de la pension complémentaire dans les conditions fixées aux articles 8 et suivants.

ARTICLE 5. — Lorsque l'option s'est exercée en faveur d'une pension calculée compte tenu de l'évolution des éléments locaux de rémunération, le montant de celle-ci s'établit d'après les émoluments soumis à retenue pour pension du dernier emploi occupé par le fonctionnaire intéressé dans les cadres tunisiens ou marocains. Dans ce cas, le montant de la pension complémentaire due aux anciens fonctionnaires marocains obéit aux mêmes règles de calcul.

ARTICLE 6. — Lorsque l'option s'est exercée en faveur d'une pension calculée par référence à la rémunération d'un emploi métropolitain, celle-ci est liquidée sur la base des émoluments soumis à retenue pour pension afférents à un emploi, classe et échelon d'un corps métropolitain d'assimilation.

Les emplois, classes et échelons d'assimilation seront déterminés par catégories par des arrêtés conjoints du Ministre des Affaires étrangères, du Secrétaire d'Etat au Budget, du Ministre chargé de la Fonction publique et du Ministre dont relève le corps métropolitain correspondant.

ARTICLE 7. — Le montant de la pension garantie est porté, le cas échéant, au montant des émoluments servis au 9 août 1956 par la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens ou la Caisse marocaine des retraites ou, lorsque la concession de la pension locale est postérieure, au montant des émoluments qui auraient été servis si cette même pension avait été concédée à cette date.

Le montant de la pension garantie concédée aux anciens fonctionnaires des cadres tunisiens ou à leurs ayants cause, auxquels il a été fait application des dispositions des articles 4 et 5 des statuts annexés au décret beylical du 19 novembre 1949 portant statut de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens, est diminué dans les conditions fixées par ces articles pour la pension servie par ladite société.

ARTICLE 8. — La liquidation de la pension garantie incombe au ministre dont relève le corps métropolitain d'assimilation visé à l'article 5 ci-dessus.

La concession en est effectuée par arrêté conjoint du même ministre et du ministre des finances dans les conditions fixées aux articles L. 75 et L. 76 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

La pension garantie est mise en paiement par le Trésor pour la fraction de son montant excédant le montant de la pension concédée par la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens ou la caisse marocaine des retraites.

ARTICLE 9. — L'Etat garantit aux anciens fonctionnaires marocains qui ont opté en faveur d'une pension garantie calculée compte tenu de l'évolution des rémunérations afférentes à un emploi métropolitain d'assimilation, ainsi qu'aux anciens fonctionnaires métropolitains détachés dans les cadres chérifiens, la pension complémentaire et la prime de remplacement de l'indemnité de fin de service, servies par la caisse marocaine des retraites, sur la base de leur montant au 9 août 1956, dès qu'elles sont définitivement acquises en vertu de la réglementation en vigueur à cette date.

A cet effet, le montant de la pension garantie est majoré du montant au 9 août 1956 de la pension complémentaire. La prime de remplacement est prise en charge par le Trésor dans les conditions prévues à l'article 8.

Le montant de la pension complémentaire ou de la prime de remplacement pourra, en cas de cessation totale de leur service par la caisse marocaine des retraites, faire l'objet, sur la demande des intéressés, d'un rachat en capital dans les conditions ci-dessous.

ARTICLE 10. — Si la pension complémentaire ou la prime de remplacement dues aux personnes visées à l'article 8 ne sont pas encore définitivement acquises suivant la réglementation en vigueur au 9 août 1956 et si elles cessent d'être payées par la caisse marocaine des retraites, alors qu'elles sont toujours dues en application de la même réglementation, le titulaire de cet avantage est invité à opter dans un délai de six mois suivant la cessation du paiement :

Soit pour le bénéfice des dispositions de l'article 9 qui lui est acquis dans la mesure où il remplit les conditions de résidence requises ;

Soit pour un rachat.

Dans ce dernier cas, il est versé au titulaire un capital correspondant à la prime qui devrait être acquittée par l'intéressé à l'âge qu'il a atteint et conformément aux tarifs à capital aliéné de la caisse nationale d'assurance sur la vie pour se constituer à cet âge une rente égale au montant de la pension complémentaire ou de la prime de remplacement calculée d'après les taux en vigueur au 9 août 1956. Ce capital est réduit de un dixième de son montant pour chaque année de séjour qui restait à accomplir par l'intéressé pour que la pension complémentaire ou la prime de remplacement soient définitivement acquises.

Si la cessation du service par la caisse marocaine des retraites de la pension complémentaire ou de la prime de remplacement, non encore définitivement acquises,

INSTRUCTION**N° 60-126-B 3****du****28 juillet 1960.**

— 34 —

résulte d'un acte unilatéral indépendant de la volonté du bénéficiaire et exécutoire par ce dernier, une décision prise pour chaque cas particulier par le Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan et le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères pourra prévoir le versement au titulaire et à son choix soit de l'avantage garanti par l'article 9 ci-dessus sans qu'il soit astreint à l'obligation à résidence, soit du capital de rachat prévu à l'alinéa ci-dessus, ces versements étant éventuellement réduits du montant qui serait remboursé par la caisse marocaine des retraites en application des dispositions de l'article 7 du dahir du 3 mars 1930.

ARTICLE 11. — Les personnels bénéficiaires au 9 août 1956 des dispositions de l'arrêté viziriel du 10 novembre 1951 (9 safar 1371) et remplissant au moment où ils cessent d'être rémunérés par les budgets locaux les conditions fixées au règlement annexe à l'arrêté viziriel précité pour pouvoir prétendre à l'indemnité de fin de service bénéficiant, en cas de refus de paiement de cette indemnité, d'une garantie de l'Etat sur la base, d'une part, des droits acquis par eux au 9 août 1956, d'autre part, des droits qu'ils auraient acquis au titre des services postérieurs, compte tenu du niveau général des rémunérations à cette date.

ARTICLE 12. — En cas de défaillance de la caisse marocaine des retraites, l'Etat garantit le versement d'un capital égal, selon le cas :

1° Soit au montant augmenté des intérêts simples calculés au taux de 5 % des retenues subies pour constitution d'une pension complémentaire ;

2° Soit au montant des seules retenues subies pour l'acquisition d'une indemnité de fin de service,

aux agents qui, au 9 août 1956, étaient assujettis à ces retenues et qui quitteraient le Maroc sans justifier des conditions pour bénéficier des avantages précités.

ARTICLE 13. — Le Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan, le Ministre des Affaires étrangères, le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative et le Secrétaire d'Etat au Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 février 1958.

FELIX GAILLARD.

Par le Président du Conseil des Ministres :

Le Ministre des Affaires étrangères,
CHRISTIAN PINEAU.

Le Ministre des Finances,
des Affaires économiques et du Plan,
PIERRE PFLIMLIN.

Le Secrétaire d'Etat au Budget,
JEAN-RAYMOND GUYON.

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique
et à la Réforme administrative,
RAYMOND MARCELLIN.

Le Trésorier Payeur Général

à M. l'Ambassadeur de France en Tunisie.

Sous-Direction du Budget, du personnel et du matériel.

S/C. de M. le Trésorier Général de France en Tunisie.

9, rue du 18-Janvier-1952, à TUNIS.

OBJET : Mise en paiement des pensions garanties concédées en application de l'article 11 de la loi n° 56-782 du 4 août 1956 aux retraités français tributaires de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens.

Affaire

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par arrêté en date du....., il a été concédé au profit de M....., né (e) le

demeurant à une pension { civile
civile de veuve
civile d'orphelins

inscrite au Grand Livre de la Dette Publique sous le numéro

Cette pension qui a été concédée en garantie de la pension de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens n° porte jouissance du Elle est liquidée sur l'indice brut pour un pourcentage de et doit être mise en paiement sous déduction, notamment, des sommes qui ont pu être mandatées au profit de l'intéressé au titre de la caution et des acomptes sur pension garantie dans les conditions générales fixées par les lettres n° D F1-A/58.05.20/2 et n° D F1A/58.06.25/1 adressées sous le timbre de la Direction du Budget au Ministre des Affaires Etrangères les 27 mai et 27 juin 1958.

Pour me permettre de procéder au décompte du rappel d'arrérages dû au titre de cette pension, je vous prie de bien vouloir me faire parvenir le certificat figurant au verso, après y avoir indiqué par échéance le montant des sommes mandatées par vos soins au profit du retraité au titre des acomptes et de la caution. En ce qui concerne cette dernière, il y aura lieu de m'indiquer le montant annuel sur la base duquel le versement en a été effectué.

Vous voudrez bien, en outre, rayer l'intéressé de la liste établie pour le mandatement de ces avances qui, par suite de la concession de la pension garantie, doivent cesser d'être servies.

ATTESTATION

L'Ambassadeur de France soussigné certifie avoir émis au profit de M....., titulaire de la pension de la Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens n°, les ordres de paiement ci-après désignés, au titre d'acomptes et de caution sur la garantie accordée par l'Etat français en vertu de la loi n° 56-782 du 4 août 1956.

Les sommes mandatées au titre de la caution ont été déterminées sur la base d'un montant annuel de

NUMERO DES ORDRES de paiement.	PERIODE	MONTANT
a) Acomptes :		
.....	du au	
.....	du au	
.....	du au	
.....	du au	
.....	du au	
.....	du au	
.....	du au	
.....	du au	
b) Caution :		
.....	du au	
.....	du au	
.....	du au	
.....	du au	
.....	du au	

Il certifie, en outre, que l'intéressé a été rayé de la liste des bénéficiaires d'avances à valoir sur la garantie de pension et qu'aucun mandatement, à ce titre, ne sera plus effectué à son profit.

Le Trésorier Payeur Général

à M. l'Ambassadeur de France au Maroc.

Sous-Direction du Budget, du personnel et du matériel.

S./C. de M. le Payeur Général auprès de l'Ambassade de France
au Maroc.

Boîte Postale 422, à RABAT.

OBJET : *Mise en paiement des pensions garanties concédées en application de l'article 11 de la loi n° 56-782 du 4 août 1956 aux retraités français tributaires de la Caisse marocaine des retraites.*

Affaire

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par arrêté en date du,
il a été concédé au profit de M....., né (e) le

demeurant à une pension

civile
civile de veuve
civile d'orphelins

inscrite au Grand Livre de la Dette Publique sous le numéro

Cette pension qui a été concédée en garantie de la pension de la Caisse marocaine de retraite n° porte jouissance du
Elle est liquidée sur l'indice brut pour un pourcentage de
et doit être mise en paiement sous déduction, notamment, des acomptes qui ont pu être mandatés au profit de l'intéressé dans les conditions générales fixées par les lettres n° D F1-A/58.05.20/2 et n° D F1-A/58.06.25/1 adressées sous le timbre de la Direction du Budget au Ministre des Affaires Etrangères les 27 mai et 27 juin 1958.

Pour me permettre de procéder au décompte du rappel d'arrérages dû au titre de cette pension, je vous prie de bien vouloir me faire parvenir le certificat figurant au verso, après y avoir indiqué par échéance, le montant des acomptes mandatés par vos soins au profit de ce retraité.

Vous voudrez bien, en outre, rayer l'intéressé de la liste établie pour le mandatement des acomptes sur pension garantie qui, par suite de la concession de la pension, doivent cesser d'être servis.

ATTESTATION

L'Ambassadeur de France soussigné certifie avoir émis au profit de M. titulaire de la pension de la Caisse marocaine des retraites n° , les ordres de paiement ci-après désignés à titre d'acomptes sur la garantie accordée par l'Etat français en vertu de la loi n° 56-782 du 4 août 1956.

NUMERO DES ORDRES de paiement.	PERIODE	MONTANT
	du au	
	du au	
	du au	
	du au	
	du au	
	du au	
	du au	
	du au	
	du au	
	Total	

Il certifie, en outre, que l'intéressé a été rayé de la liste des bénéficiaires d'acomptes à valoir sur la garantie de pension, et qu'aucun mandatement, à ce titre, ne sera plus effectué à son profit.

BAREME DES TRAITEMENTS
en vigueur en Tunisie, en monnaie locale, à la date du 9 août 1956
(taux du 1^{er} janvier 1955)
pour le calcul des pensions de la Société de prévoyance
des fonctionnaires et employés tunisiens.

INDICE	TRAITEMENT de base.	INDICE	TRAITEMENT de base.	INDICE	TRAITEMENT de base.	INDICE	TRAITEMENT de base.
100	150.000	136	216.000	172	284.000	208	353.000
101	151.000	137	218.000	173	287.000	209	354.000
102	153.000	138	221.000	174	288.000	210	357.000
103	154.000	139	222.000	175	291.000	211	359.000
104	156.000	140	224.000	176	293.000	212	362.000
105	157.000	141	225.000	177	294.000	213	363.000
106	159.000	142	228.000	178	296.000	214	366.000
107	162.000	143	229.000	179	297.000	215	368.000
108	163.000	144	232.000	180	300.000	216	371.000
109	165.000	145	234.000	181	301.000	217	372.000
110	166.000	146	235.000	182	303.000	218	373.000
111	169.000	147	237.000	183	304.000	219	376.000
112	171.000	148	238.000	184	307.000	220	378.000
113	174.000	149	241.000	185	309.000	221	379.000
114	175.000	150	243.000	186	312.000	222	381.000
115	176.000	151	244.000	187	313.000	223	384.000
116	178.000	152	247.000	188	315.000	224	387.000
117	179.000	153	248.000	189	316.000	225	388.000
118	182.000	154	251.000	190	319.000	226	391.000
119	184.000	155	253.000	191	321.000	227	393.000
120	185.000	156	254.000	192	322.000	228	394.000
121	187.000	157	256.000	193	323.000	229	397.000
122	190.000	158	257.000	194	325.000	230	398.000
123	191.000	159	260.000	195	328.000	231	400.000
124	194.000	160	262.000	196	329.000	232	403.000
125	196.000	161	263.000	197	331.000	233	404.000
126	197.000	162	265.000	198	332.000	234	407.000
127	199.000	163	268.000	199	335.000	235	409.000
128	201.000	164	269.000	200	337.000	236	410.000
129	203.000	165	272.000	201	340.000	237	413.000
130	204.000	166	273.000	202	341.000	238	415.000
131	206.000	167	275.000	203	343.000	239	418.000
132	209.000	168	276.000	204	344.000	240	419.000
133	210.000	169	279.000	205	347.000	241	420.000
134	213.000	170	281.000	206	350.000	242	423.000
135	215.000	171	282.000	207	351.000	243	425.000

INDICE	TRAITEMENT de base.	INDICE	TRAITEMENT de base.	INDICE	TRAITEMENT de base.	INDICE	TRAITEMENT de base.
445	851.000	494	966.000	543	1.086.000	592	1.202.500
446	853.000	495	967.000	544	1.088.000	593	1.204.000
447	856.000	496	970.000	545	1.091.000	594	1.205.500
448	857.000	497	973.000	546	1.094.000	595	1.206.500
449	860.000	498	976.000	547	1.097.000	596	1.207.000
450	861.000	499	979.000	548	1.098.000	597	1.208.500
451	864.000	500	981.000	549	1.101.000	598	1.210.000
452	866.000	501	983.000	550	1.103.000	599	1.211.500
453	869.000	502	986.000	551	1.106.000	600	1.212.500
454	870.000	503	988.000	552	1.107.000	605	1.219.000
455	872.000	504	991.000	553	1.110.000	610	1.225.000
456	875.000	505	994.000	554	1.113.000	615	1.231.500
457	876.000	506	995.000	555	1.116.000	620	1.237.500
458	879.000	507	998.000	556	1.117.000	625	1.243.000
459	881.000	508	1.000.000	557	1.120.000	630	1.249.000
460	884.000	509	1.003.000	558	1.123.000	635	1.255.500
461	885.000	510	1.006.000	559	1.126.000	640	1.261.500
462	888.000	511	1.008.000	560	1.128.000	645	1.267.500
463	891.000	512	1.010.000	561	1.129.000	650	1.274.000
464	892.000	513	1.013.000	562	1.132.000	655	1.280.000
465	895.000	514	1.016.000	563	1.135.000	660	1.286.000
466	898.000	515	1.017.000	564	1.136.000	665	1.291.500
467	900.000	516	1.020.000	565	1.139.000	670	1.298.500
468	903.000	517	1.022.000	566	1.142.000	675	1.304.000
469	906.000	518	1.025.000	567	1.145.000	680	1.310.000
470	909.000	519	1.028.000	568	1.147.000	685	1.316.000
471	910.000	520	1.029.000	569	1.150.000	690	1.322.500
472	913.000	521	1.032.000	570	1.153.000	695	1.329.000
473	914.000	522	1.035.000	571	1.155.000	700	1.335.000
474	917.000	523	1.038.000	572	1.157.000	705	1.341.000
475	920.000	524	1.039.000	573	1.160.000	710	1.347.000
476	922.000	525	1.042.000	574	1.163.000	715	1.353.500
477	925.000	526	1.045.000	575	1.164.000	720	1.359.500
478	928.000	527	1.047.000	576	1.166.000	725	1.365.000
479	929.000	528	1.050.000	577	1.169.000	730	1.371.000
480	932.000	529	1.053.000	578	1.172.000	735	1.377.500
481	935.000	530	1.054.000	579	1.175.000	740	1.383.500
482	938.000	531	1.057.000	580	1.176.000	745	1.389.500
483	939.000	532	1.058.000	581	1.179.000	750	1.396.000
484	942.000	533	1.061.000	582	1.182.000	755	1.402.000
485	945.000	534	1.064.000	583	1.183.000	760	1.408.000
486	947.000	535	1.067.000	584	1.186.000	765	1.413.500
487	950.000	536	1.069.000	585	1.188.000	770	1.420.500
488	951.000	537	1.072.000	586	1.191.000	775	1.426.000
489	954.000	538	1.075.000	587	1.194.000	780	1.432.000
490	957.000	539	1.076.000	588	1.195.000	785	1.438.500
491	959.000	540	1.079.000	589	1.198.000	790	1.444.500
492	961.000	541	1.081.000	590	1.200.500	795	1.450.500
493	964.000	542	1.083.000	591	1.202.000	800	1.456.500

BAREME DES TRAITEMENTS
en vigueur au Maroc, en monnaie locale, à la date du 9 août 1956
(taux du 1^{er} juillet 1956)
pour le calcul des pensions de la Caisse marocaine des retraites.

1^{re} partie. — Indices 100 à 509 (nets) ou 100 à 830 (bruts) (point par point).

INDICES hiérarchiques.	TRAITEMENTS correspondants.	INDICES hiérarchiques.	TRAITEMENTS correspondants.	INDICES hiérarchiques.	TRAITEMENTS correspondants.	INDICES hiérarchiques.	TRAITEMENTS correspondants.
	Francs.		Francs.		Francs.		Francs.
100	170.000	135	242.000	170	314.000	205	386.000
1	172.000	6	244.000	1	316.000	6	388.000
2	173.000	7	245.000	2	317.000	7	389.000
3	175.000	8	247.000	3	319.000	8	391.000
4	176.000	9	248.000	4	320.000	9	392.000
5	178.000	140	250.000	5	330.000	210	402.000
6	180.000	1	252.000	6	332.000	1	404.000
7	183.000	2	255.000	7	333.000	2	405.000
8	184.000	3	256.000	8	335.000	3	407.000
9	186.000	4	260.000	9	336.000	4	408.000
110	194.000	5	266.000	180	338.000	5	410.000
1	196.000	6	268.000	1	340.000	6	412.000
2	197.000	7	269.000	2	341.000	7	413.000
3	199.000	8	271.000	3	343.000	8	415.000
4	200.000	9	272.000	4	344.000	9	416.000
5	202.000	150	274.000	5	346.000	220	418.000
6	204.000	1	276.000	6	348.000	1	420.000
7	205.000	2	277.000	7	349.000	2	421.000
8	207.000	3	279.000	8	351.000	3	424.000
9	208.000	4	280.000	9	352.000	4	428.000
120	210.000	5	282.000	190	354.000	5	434.000
1	212.000	6	284.000	1	356.000	6	436.000
2	213.000	7	285.000	2	357.000	7	437.000
3	215.000	8	287.000	3	359.000	8	439.000
4	218.000	9	290.000	4	360.000	9	440.000
5	226.000	160	298.000	5	370.000	230	442.000
6	228.000	1	300.000	6	372.000	1	444.000
7	229.000	2	301.000	7	373.000	2	445.000
8	231.000	3	303.000	8	375.000	3	447.000
9	232.000	4	304.000	9	376.000	4	450.000
130	234.000	5	306.000	200	378.000	5	458.000
1	236.000	6	308.000	1	380.000	6	460.000
2	237.000	7	309.000	2	381.000	7	461.000
3	239.000	8	311.000	3	383.000	8	463.000
4	240.000	9	312.000	4	384.000	9	464.000

INDICES hiérarchiques.	TRAITEMENTS correspondants.	INDICES hiérarchiques.	TRAITEMENTS correspondants.	INDICES hiérarchiques.	TRAITEMENTS correspondants.	INDICES hiérarchiques.	TRAITEMENTS correspondants.
	Francs.		Francs.		Francs.		Francs.
240	466.000	290	578.000	340	698.000	390	810.000
1	468.000	1	580.000	1	700.000	1	812.000
2	469.000	2	581.000	2	701.000	2	813.000
3	471.000	3	584.000	3	703.000	3	815.000
4	472.000	4	586.000	4	704.000	4	816.000
5	474.000	5	594.000	5	706.000	5	818.000
6	476.000	6	596.000	6	708.000	6	821.000
7	479.000	7	597.000	7	709.000	7	823.000
8	480.000	8	599.000	8	711.000	8	826.000
9	484.000	9	600.000	9	712.000	9	828.000
250	490.000	300	602.000	350	722.000	400	834.000
1	492.000	1	604.000	1	724.000	1	836.000
2	493.000	2	605.000	2	725.000	2	837.000
3	495.000	3	607.000	3	727.000	3	839.000
4	496.000	4	610.000	4	728.000	4	840.000
5	498.000	5	618.000	5	730.000	5	842.000
6	500.000	6	620.000	6	732.000	6	844.000
7	501.000	7	621.000	7	733.000	7	847.000
8	504.000	8	623.000	8	735.000	8	848.000
9	506.000	9	624.000	9	736.000	9	850.000
260	514.000	310	626.000	360	738.000	410	858.000
1	516.000	1	628.000	1	741.000	1	860.000
2	517.000	2	629.000	2	743.000	2	861.000
3	519.000	3	631.000	3	744.000	3	863.000
4	520.000	4	632.000	4	748.000	4	864.000
5	522.000	5	634.000	5	754.000	5	866.000
6	524.000	6	637.000	6	756.000	6	868.000
7	525.000	7	639.000	7	757.000	7	869.000
8	527.000	8	642.000	8	759.000	8	871.000
9	528.000	9	644.000	9	760.000	9	874.000
270	538.000	320	650.000	370	762.000	420	882.000
1	540.000	1	652.000	1	764.000	1	884.000
2	541.000	2	653.000	2	765.000	2	885.000
3	543.000	3	655.000	3	768.000	3	887.000
4	544.000	4	656.000	4	770.000	4	888.000
5	546.000	5	658.000	5	778.000	5	890.000
6	548.000	6	660.000	6	780.000	6	892.000
7	549.000	7	663.000	7	781.000	7	893.000
8	551.000	8	664.000	8	783.000	8	895.000
9	552.000	9	666.000	9	784.000	9	896.000
280	554.000	330	674.000	380	786.000	430	906.000
1	557.000	1	676.000	1	788.000	1	908.000
2	559.000	2	677.000	2	789.000	2	909.000
3	560.000	3	679.000	3	791.000	3	911.000
4	564.000	4	680.000	4	794.000	4	912.000
5	570.000	5	682.000	5	802.000	5	914.000
6	572.000	6	684.000	6	804.000	6	916.000
7	573.000	7	685.000	7	805.000	7	917.000
8	575.000	8	688.000	8	807.000	8	919.000
9	576.000	9	690.000	9	808.000	9	920.000

INDICES hiérarchiques.	TRAITEMENTS correspondants.	INDICES hiérarchiques.	TRAITEMENTS correspondants.	INDICES hiérarchiques.	TRAITEMENTS correspondants.	INDICES hiérarchiques.	TRAITEMENTS correspondants.
	Francs.		Francs.		Francs.		Francs.
440	922.000	480	1.026.000	520	1.130.000	560	1.234.000
1	924.000	1	1.028.000	1	1.132.000	1	1.236.000
2	927.000	2	1.029.000	2	1.133.000	2	1.239.000
3	928.000	3	1.031.000	3	1.136.000	3	1.242.000
4	932.000	4	1.032.000	4	1.138.000	4	1.244.000
5	938.000	5	1.042.000	5	1.146.000	5	1.250.000
6	940.000	6	1.044.000	6	1.148.000	6	1.252.000
7	941.000	7	1.045.000	7	1.149.000	7	1.253.000
8	943.000	8	1.047.000	8	1.151.000	8	1.255.000
9	944.000	9	1.048.000	9	1.152.000	9	1.258.000
450	946.000	490	1.050.000	530	1.154.000	570	1.266.000
1	948.000	1	1.052.000	1	1.157.000	1	1.268.000
2	949.000	2	1.053.000	2	1.159.000	2	1.269.000
3	952.000	3	1.056.000	3	1.162.000	3	1.271.000
4	954.000	4	1.060.000	4	1.165.000	4	1.272.000
5	962.000	5	1.066.000	5	1.170.000	5	1.274.000
6	964.000	6	1.068.000	6	1.172.000	6	1.276.000
7	965.000	7	1.069.000	7	1.173.000	7	1.279.000
8	967.000	8	1.071.000	8	1.176.000	8	1.282.000
9	968.000	9	1.072.000	9	1.178.000	9	1.285.000
460	970.000	500	1.074.000	540	1.186.000	580	1.290.000
1	972.000	1	1.077.000	1	1.188.000	1	1.292.000
2	973.000	2	1.080.000	2	1.189.000	2	1.293.000
3	976.000	3	1.082.000	3	1.191.000	3	1.295.000
4	978.000	4	1.085.000	4	1.192.000	4	1.298.000
5	986.000	5	1.090.000	5	1.194.000	5	1.306.000
6	988.000	6	1.092.000	6	1.197.000	6	1.308.000
7	989.000	7	1.093.000	7	1.200.000	7	1.309.000
8	991.000	8	1.095.000	8	1.202.000	8	1.311.000
9	992.000	9	1.098.000	9	1.205.000	9	1.312.000
470	1.002.000	510	1.106.000	550	1.210.000	590	1.314.000
1	1.004.000	1	1.108.000	1	1.212.000	1	1.317.000
2	1.005.000	2	1.109.000	2	1.213.000	2	1.319.000
3	1.007.000	3	1.111.000	3	1.215.000	3	1.322.000
4	1.008.000	4	1.112.000	4	1.218.000	4	1.325.000
5	1.010.000	5	1.114.000	5	1.226.000	5	1.330.000
6	1.012.000	6	1.117.000	6	1.228.000	6	1.332.000
7	1.013.000	7	1.119.000	7	1.229.000	7	1.333.000
8	1.016.000	8	1.122.000	8	1.231.000	8	1.335.000
9	1.018.000	9	1.125.000	9	1.232.000	9	1.338.000

2^e partie. — Indices situés au-delà de 599 (exprimés en multiples de cinq).

INDICES hiérarchiques.	TRAITEMENTS correspondants.	INDICES hiérarchiques.	TRAITEMENTS correspondants.	INDICES hiérarchiques.	TRAITEMENTS correspondants.	INDICES hiérarchiques.	TRAITEMENTS correspondants.
	Francs.		Francs.		Francs.		Francs.
600	1.346.000	650	1.474.000	700	1.570.000	750	1.638.000
605	1.354.000	655	1.490.000	705	1.578.000	755	1.642.000
610	1.370.000	660	1.506.000	710	1.582.000	760	1.650.000
615	1.386.000	665	1.514.000	715	1.590.000	765	1.654.000
620	1.394.000	670	1.530.000	720	1.598.000	770	1.662.000
625	1.410.000	675	1.538.000	725	1.602.000	775	1.670.000
630	1.426.000	680	1.542.000	730	1.610.000	780	1.674.000
635	1.434.000	685	1.550.000	735	1.618.000	785	1.682.000
640	1.450.000	690	1.558.000	740	1.622.000	790	1.686.000
645	1.466.000	695	1.562.000	745	1.630.000	795	1.694.000
						800	1.702.000